

Rapport trimestriel aux actionnaires
Résultats du deuxième trimestre 2012

Pour le trimestre clos le 30 juin 2012

Rapport trimestriel aux actionnaires

Veillez vous reporter à la page 5 pour prendre connaissance des mises en garde au sujet des déclarations prospectives et des mesures financières non définies par les IFRS.

Il est possible d'obtenir des exemplaires du présent rapport en se rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com ou en communiquant avec le Service du secrétariat général au 204 946-4388.

La Great-West et la conception graphique de la clé sont des marques de commerce de La Great-West, compagnie d'assurance-vie.
London Life et Financière Liberté 55 sont des marques de commerce de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie.
Canada-Vie et le symbole social sont des marques de commerce de La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie.

RAPPORT TRIMESTRIEL AUX ACTIONNAIRES

Résultats pour le semestre allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2012

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes en date du 30 juin 2012 ont été approuvés par le conseil d'administration lors d'une réunion tenue aujourd'hui à Winnipeg.

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco) a présenté ses résultats, qui font état d'un bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de 491 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2012, comparativement à 526 M\$ pour le deuxième trimestre de 2011. Il s'agit là d'un bénéfice net de 0,517 \$ par action ordinaire pour le trimestre clos le 30 juin 2012, comparativement à 0,553 \$ par action ordinaire pour la période correspondante de 2011.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires se chiffrait à 942 M\$, comparativement à 941 M\$ il y a un an. Ce montant représente 0,992 \$ par action ordinaire pour le semestre clos le 30 juin 2012, comparativement à 0,991 \$ par action ordinaire pour la période correspondante de 2011.

Au cours du deuxième trimestre, la Compagnie a réglé certaines questions d'ordre fiscal, ce qui a donné lieu à une incidence positive de 47 M\$ sur le bénéfice net. Les résultats comparatifs du deuxième trimestre de 2011 comprenaient la reprise d'une provision liée à une poursuite judiciaire de 55 M\$. Les résultats du semestre de 2011 comprenaient également une provision liée aux catastrophes de 75 M\$ constituée en raison des tremblements de terre survenus au Japon et en Nouvelle-Zélande.

L'actif administré consolidé au 30 juin 2012 était de 524 G\$, en hausse de 22 G\$ par rapport au 31 décembre 2011.

Points saillants

- Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle avec participation au Canada ont augmenté de 22 % et les souscriptions de produits d'assurance collective ont enregistré une hausse de 58 %, par rapport au deuxième trimestre de 2011.
- Les souscriptions de l'unité Services financiers aux États-Unis se sont chiffrées à 2,0 G\$ US, comparativement à 1,5 G\$ US au deuxième trimestre de 2011, ce qui traduit la vigueur continue des ventes des unités Marchés de l'Individuelle et Services de retraite.
- Les souscriptions de produits de rentes immédiates enregistrées au Royaume-Uni ont augmenté de 103 M\$, ou 47 %, par rapport à la période correspondante de 2011 en raison de l'amélioration de la position concurrentielle de la Compagnie.
- La Compagnie a tiré un produit de 200 M\$ de l'émission d'actions privilégiées perpétuelles à taux fixe de 5,15 % le 6 juillet 2012.
- Le rendement des capitaux propres de la Compagnie continue d'être le premier du secteur et se chiffre à 16,8 % en fonction du bénéfice net et à 15,8 % en fonction du bénéfice opérationnel.
- La situation du capital de la Compagnie est demeurée très solide. Le ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MMPRCE) de La Great-West, compagnie d'assurance-vie se chiffrait à 205 % au 30 juin 2012.
- Les résultats au chapitre du crédit sont demeurés favorables. Aucun nouveau placement n'a subi de perte de valeur au cours du trimestre.
- La Compagnie a déclaré un dividende trimestriel de 0,3075 \$ par action ordinaire, payable le 28 septembre 2012.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice net consolidé de Lifeco correspond au bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), de la Corporation Financière Canada-Vie (la CFCV), de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), de Great-West Life & Annuity Insurance Company (GWL&A) et de Putnam Investments, LLC (Putnam), à quoi s'ajoutent les résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 254 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012, comparativement à 262 M\$ pour le deuxième trimestre de 2011. Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2012 comprend l'incidence de l'accroissement des marges liées aux risques de réinvestissement de 49 M\$ ainsi que le règlement de certaines questions d'ordre fiscal qui a eu une incidence positive de 22 M\$ sur le bénéfice net. Pour le semestre clos le 30 juin 2012, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires était de 496 M\$, comparativement à 507 M\$ pour la période correspondante de 2011.

Le total des souscriptions pour le deuxième trimestre de 2012 a été de 2,1 G\$, comparativement à 2,2 G\$ en 2011. Les souscriptions de produits d'assurance individuelle ont augmenté de 8 % et les souscriptions de produits d'assurance collective ont augmenté de 58 % en raison des grandes affaires réalisées dans les secteurs de l'assurance des créanciers, de l'assurance-vie et de l'assurance-maladie. De plus, les souscriptions de régimes de retraite collectifs de l'unité Gestion du patrimoine ont augmenté de 12 % et les souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs ont chuté de 7 % par rapport au deuxième trimestre de 2011. Le total des souscriptions pour le semestre clos le 30 juin 2012 s'est chiffré à 4,6 G\$, comparativement à 4,8 G\$ en 2011.

Le total de l'actif administré au 30 juin 2012 se chiffrait à 133 G\$, comparativement à 129 G\$ au 31 décembre 2011.

EXPLOITATION AMÉRICAINE

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 86 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012, comparativement à 128 M\$ pour le deuxième trimestre de 2011. Les résultats comparatifs de 2011 comprenaient la reprise d'une provision liée à une poursuite judiciaire de 55 M\$ en raison du règlement d'une poursuite concernant Putnam. Pour le semestre clos le 30 juin 2012, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires était de 161 M\$, comparativement à 216 M\$ pour la période correspondante de 2011.

Pour le deuxième trimestre de 2012, les souscriptions de l'unité Services financiers se sont chiffrées à 2,0 G\$ US, comparativement à 1,5 G\$ US en 2011, ce qui traduit la hausse des souscriptions enregistrée au sein des unités Services de retraite et Marchés de l'Individuelle. Les souscriptions ont atteint 4,4 G\$ US pour le semestre clos le 30 juin 2012, comparativement à 3,7 G\$ US en 2011.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2012, l'actif géré moyen de Putnam s'est chiffré à 121 G\$ US, comparativement à 128 G\$ US pour l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable aux sorties d'actifs nettes au cours des quatre trimestres précédents ainsi qu'à l'incidence du rendement négatif des marchés au cours de cette même période. Les sorties d'actifs nettes ont été de 271 M\$ US au cours du deuxième trimestre de 2012, ce qui constitue une amélioration de 1,7 G\$ US par rapport au trimestre précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, l'actif géré moyen de Putnam s'est chiffré à 121 G\$ US, ce qui représente une diminution par rapport au montant de 126 G\$ US enregistré lors de l'exercice précédent. Les sorties d'actifs nettes pour le semestre clos en 2012 ont été de 2,2 G\$ US, comparativement à des entrées nettes de 3,5 G\$ US lors de l'exercice précédent.

Au 30 juin 2012, le total de l'actif administré par l'exploitation américaine se chiffrait à 320 G\$, comparativement à 303 G\$ au 31 décembre 2011.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 160 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012, comparativement à 147 M\$ au deuxième trimestre de 2011. Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2012 comprend l'incidence de l'accroissement des marges liées aux risques de réinvestissement de 39 M\$ ainsi que le règlement de certaines questions d'ordre fiscal qui a eu une incidence positive de 25 M\$ sur le bénéfice net. Pour le semestre clos le 30 juin 2012, le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires a été de 301 M\$, comparativement à 233 M\$ pour la période correspondante de 2011. Les résultats de 2011 comprenaient une provision liée aux catastrophes de 75 M\$ constituée en raison des tremblements de terre survenus au Japon et en Nouvelle-Zélande.

Les souscriptions se sont chiffrées à 828 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012, comparativement à 876 M\$ en 2011. Les souscriptions de produits d'épargne à prime unique à l'île de Man ont diminué de 138 M\$ par rapport à 2011, en raison de la conjoncture généralement difficile ainsi que des fluctuations normales du nombre de grandes affaires. Les souscriptions de rentes immédiates au Royaume-Uni ont augmenté de 103 M\$ par rapport à 2011, cela grâce à l'amélioration de la position concurrentielle de la Compagnie. Les souscriptions des produits de rentes variables garanties en Irlande, lancés au cours du quatrième trimestre de 2011, ont augmenté de 40 % par rapport au trimestre précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les souscriptions ont totalisé 1,6 G\$, comparativement à 2,0 G\$ en 2011, principalement en raison d'un recul des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni et à l'île de Man, ce qui traduit le ralentissement général sur le marché et les fluctuations normales du nombre de grandes affaires à l'île de Man.

Au 30 juin 2012, le total de l'actif administré se chiffrait à 71 G\$, comparativement à 70 G\$ au 31 décembre 2011.

EXPLOITATION GÉNÉRALE

L'exploitation générale de Lifeco a enregistré une perte nette de 9 M\$ attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le deuxième trimestre de 2012, comparativement à une perte nette de 11 M\$ pour le deuxième trimestre de 2011. Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est traduit par une perte nette de 16 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2012, comparativement à une perte nette de 15 M\$ pour la période correspondante de 2011.

DIVIDENDES TRIMESTRIELS

Lors de sa réunion d'aujourd'hui, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,3075 \$ par action sur les actions ordinaires de la Compagnie, payable le 28 septembre 2012 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 31 août 2012.

Les dividendes dont il est question ci-dessus sont des dividendes admissibles aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute loi provinciale similaire.

De plus, le conseil d'administration a approuvé le versement des dividendes trimestriels suivants :

- sur les actions privilégiées de premier rang, série F, à raison de 0,36875 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série G, à raison de 0,3250 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série H, à raison de 0,30313 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série I, à raison de 0,28125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série J, à raison de 0,3750 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série L, à raison de 0,353125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série M, à raison de 0,36250 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série N, à raison de 0,228125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série P, à raison de 0,3375 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série Q, à raison de 0,30336 \$ par action;

payables en entier le 28 septembre 2012 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 31 août 2012.

Le président et chef de la direction,



D. Allen Loney

Le 1^{er} août 2012

RAPPORT DE GESTION

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2012

DATÉ DU 1^{ER} AOÛT 2012

Le présent rapport de gestion présente le point de vue de la direction sur la situation financière, les résultats opérationnels et les flux de trésorerie de Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2012, comparativement aux périodes correspondantes de 2011 et au trimestre clos le 31 mars 2012. Il consiste en des commentaires généraux suivis d'une analyse du rendement des trois principaux secteurs à présenter de Lifeco, soit les exploitations canadienne, américaine et européenne.

MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de Lifeco, lesquels constituent la base des données présentées dans le présent rapport, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les IFRS), sauf indication contraire, et sont présentés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire. Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 30 juin 2012. Le lecteur est aussi prié de se reporter au rapport de gestion et aux états financiers consolidés annuels de 2011 figurant dans le rapport annuel de 2011 de la Compagnie.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives visant la Compagnie, ses activités commerciales, ses stratégies ainsi que sa performance et sa situation financières prévues. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, ou comprennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « compter », « croire », « estimer », d'autres expressions semblables ainsi que les formes négatives de ces termes. Par ailleurs, toute déclaration à l'égard de la performance financière future (y compris les produits, le bénéfice ou les taux de croissance), des stratégies ou des perspectives commerciales courantes et des mesures futures que pourrait prendre la Compagnie, notamment les déclarations qu'elle pourrait faire à l'égard des avantages qu'elle prévoit retirer des acquisitions et des dessaisissements, constitue également une déclaration prospective. Les déclarations prospectives sont fondées sur des prévisions et des projections à l'égard d'événements futurs qui étaient établies à la date des états financiers et sont, de par leur nature, assujetties, entre autres, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses concernant la Compagnie, à des facteurs économiques et au secteur des services financiers dans son ensemble, y compris les secteurs de l'assurance et des fonds communs de placement. Ces déclarations ne garantissent pas la performance financière future. En fait, les événements et les résultats réels pourraient s'avérer sensiblement différents de ceux qui sont énoncés ou prévus dans les déclarations prospectives en raison, mais sans s'y limiter, d'importants facteurs comme le niveau des souscriptions, les primes reçues, les honoraires, les charges, les résultats au chapitre de la mortalité et de la morbidité, les taux de déchéance, les impôts, les conditions générales économiques, politiques et des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, les taux d'intérêt et de change, les marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, les changements au plan de la réglementation gouvernementale, les changements liés aux méthodes comptables, l'incidence de l'application de modifications de méthodes comptables futures, les décisions judiciaires ou réglementaires inattendues, les catastrophes et la capacité de la Compagnie d'effectuer des opérations stratégiques et d'intégrer les entreprises acquises. Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs importants précités n'est pas exhaustive et qu'il existe d'autres facteurs, y compris ceux figurant dans les présentes aux rubriques Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle et Sommaire des estimations comptables critiques du rapport de gestion annuel de 2011 de la Compagnie ainsi que tous les facteurs mentionnés dans d'autres documents déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières, lesquels peuvent être consultés à l'adresse www.sedar.com. Le lecteur est également invité à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et à ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. À moins que la loi applicable ne l'exige expressément, la Compagnie n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures financières non définies par les IFRS qui sont désignées, sans s'y limiter, par les termes « bénéfice opérationnel », « taux de change constant », « primes et dépôts », « souscriptions » et d'autres expressions semblables. Les mesures financières non définies par les IFRS constituent, pour la direction et les investisseurs, des mesures additionnelles de la performance. Toutefois, ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et ne peuvent être comparées directement à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Se reporter aux rapprochements appropriés entre ces mesures et les mesures définies par les IFRS.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS

Principales données financières consolidées

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Aux et pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Primes et dépôts :					
Produits d'assurance-vie, de rentes garanties et d'assurance-maladie	4 524 \$	4 529 \$	4 272 \$	9 053 \$	8 567 \$
Équivalents des primes des régimes autofinancés (contrats SAS)	673	685	664	1 358	1 334
Dépôts des fonds distincts :					
Produits de l'Individuelle	1 436	1 559	1 636	2 995	3 541
Produits de la Collective	1 595	1 770	1 427	3 365	2 920
Dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	4 898	5 939	8 289	10 837	17 372
Total des primes et des dépôts	13 126	14 482	16 288	27 608	33 734
Honoraires et autres produits	734	724	739	1 458	1 459
Sommes versées ou créditées aux titulaires de police	5 979	4 743	5 298	10 722	9 877
Bénéfice opérationnel – détenteurs d'actions ordinaires	491	451	526	942	941
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	491	451	526	942	941
Par action ordinaire					
Bénéfice opérationnel	0,517 \$	0,475 \$	0,553 \$	0,992 \$	0,991 \$
Bénéfice de base	0,517	0,475	0,553	0,992	0,991
Dividendes versés	0,3075	0,3075	0,3075	0,615	0,615
Valeur comptable	12,97	12,69	11,72		
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires (sur les quatre derniers trimestres*)					
Bénéfice opérationnel net	15,8 %	16,5 %	17,1 %		
Bénéfice net	16,8 %	17,5 %	15,2 %		
Total de l'actif	245 297 \$	243 702 \$	232 137 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	129 028	131 140	130 066		
Total de l'actif géré	374 325	374 842	362 203		
Autres actifs administrés	149 258	148 068	134 822		
Total de l'actif administré	523 583 \$	522 910 \$	497 025 \$		
Total des capitaux propres	16 692 \$	16 406 \$	15 079 \$		

La Compagnie utilise le bénéfice opérationnel, une mesure financière non définie par les IFRS, qui exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges décrites à la note 30 des états financiers consolidés de la Compagnie au 31 décembre 2011.

* Le rendement des capitaux propres correspond au bénéfice net divisé par les capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires calculé sur les quatre derniers trimestres.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (GWL&A) et Putnam Investments, LLC (Putnam), ainsi que les résultats opérationnels de l'exploitation générale de Lifeco.

Le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le trimestre clos le 30 juin 2012 s'est chiffré à 491 M\$, contre 526 M\$ il y a un an, ce qui représente 0,517 \$ par action ordinaire (0,513 \$ après dilution) pour le deuxième trimestre de 2012, comparativement à 0,553 \$ par action ordinaire (0,550 \$ après dilution) il y a un an.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco s'est établi à 942 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2012, comparativement à 941 M\$ il y a un an, ce qui représente 0,992 \$ par action ordinaire (0,985 \$ après dilution) pour 2012, comparativement à 0,991 \$ par action ordinaire (0,986 \$ après dilution) il y a un an.

Au cours du deuxième trimestre, la Compagnie a réglé certaines questions d'ordre fiscal, ce qui a donné lieu à une incidence positive de 47 M\$ sur le bénéfice net. Les résultats comparatifs du deuxième trimestre de 2011 comprenaient la reprise d'une provision liée à une poursuite judiciaire de 55 M\$. Les résultats du semestre de 2011 comprenaient également une provision liée aux catastrophes de 75 M\$ constituée en raison des tremblements de terre survenus au Japon et en Nouvelle-Zélande.

Le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le trimestre clos le 30 juin 2012 s'est chiffré à 491 M\$, contre 451 M\$ au trimestre précédent, ce qui représente 0,517 \$ par action ordinaire (0,513 \$ après dilution) pour le deuxième trimestre de 2012, comparativement à 0,475 \$ par action ordinaire (0,472 \$ après dilution) au premier trimestre de 2012.

Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Exploitation canadienne					
Assurance individuelle	26 \$	67 \$	66 \$	93 \$	148 \$
Gestion du patrimoine	80	68	91	148	173
Assurance collective	97	87	94	184	160
Exploitation générale canadienne	51	20	11	71	26
	254	242	262	496	507
Exploitation américaine					
Services financiers	93	89	81	182	179
Gestion d'actifs	(5)	(12)	47	(17)	34
Exploitation générale américaine	(2)	(2)	–	(4)	3
	86	75	128	161	216
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	108	106	97	214	222
Réassurance	56	34	50	90	12
Exploitation générale européenne	(4)	1	–	(3)	(1)
	160	141	147	301	233
Exploitation générale de Lifeco	(9)	(7)	(11)	(16)	(15)
Bénéfice opérationnel	491	451	526	942	941
Bénéfice net	491 \$	451 \$	526 \$	942 \$	941 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du bénéfice net de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur le bénéfice net sont présentés à la rubrique Résultats opérationnels sectoriels.

Plusieurs facteurs macroéconomiques ont eu une incidence sur le bénéfice net au deuxième trimestre de 2012, y compris les suivants :

Taux d'intérêt

Au cours du deuxième trimestre de 2012, les taux d'intérêt du gouvernement des pays dans lesquels la Compagnie exerce ses activités ont connu une baisse marquée à moyen et à long terme sur la courbe de rendement. Malgré l'élargissement des écarts de crédit pour compenser en partie cette baisse, dans l'ensemble, les rendements ont accusé un recul. Les taux à court terme, qui ont une incidence plus importante sur les produits comportant des garanties de taux d'intérêt minimaux, sont demeurés relativement inchangés.

Au Canada, où la Compagnie est exposée au recul des taux d'intérêt à long terme, l'accroissement des marges liées aux provisions mathématiques à l'égard des risques de réinvestissement futurs a causé une diminution de 49 M\$ du bénéfice net. En Europe, où les taux d'intérêt sont actuellement plus étroitement appariés, les marges liées aux risques de réinvestissement se sont accrues en raison de l'incertitude économique persistante, ce qui a donné lieu à une diminution de 39 M\$ du bénéfice net. Aux États-Unis, les marges liées aux risques de réinvestissement ont diminué en raison du raffinement de la modélisation des flux de trésorerie, ce qui a donné lieu à une augmentation de 11 M\$ du bénéfice net.

Marchés boursiers

Les marchés boursiers ont fléchi au cours du deuxième trimestre de 2012, entraînant une diminution du bénéfice net d'approximativement 14 M\$. Cette diminution tient essentiellement à la baisse des honoraires liés aux actifs découlant des fonds liés à des actions. Le coût des garanties en cas de décès et à l'échéance ou des prestations de revenu sur certains produits de gestion du patrimoine offerts par la Compagnie n'a pas été affecté de façon importante au cours du trimestre. Les fonds distincts offrant des prestations minimales garanties à la sortie n'ont pas eu d'incidence importante sur les résultats du deuxième trimestre de 2012 en raison des programmes de couverture en place. Dans l'ensemble, les fluctuations de la juste valeur des actions ordinaires et des produits adossés à des titres de capitaux propres non cotés en Bourse assortis de passifs à durée indéterminée cadrent avec les prévisions de la Compagnie. Par conséquent, ces fluctuations n'ont pas eu d'incidence importante sur le bénéfice net.

PRIMES ET DÉPÔTS ET SOUSCRIPTIONS

Les primes et les dépôts comprennent les primes liées aux produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de services administratifs seulement (SAS), les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective, et les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs.

Les souscriptions comprennent la totalité des primes uniques et des primes récurrentes annualisées sur les produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective, les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs, et les dépôts des fonds communs de placement non exclusifs.

Primes et dépôts

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Exploitation canadienne					
Assurance individuelle	992 \$	926 \$	914 \$	1 918 \$	1 789 \$
Gestion du patrimoine	2 011	2 481	2 124	4 492	4 549
Assurance collective	1 858	1 855	1 786	3 713	3 573
	4 861	5 262	4 824	10 123	9 911
Exploitation américaine					
Services financiers	1 357	1 506	1 167	2 863	2 494
Gestion d'actifs	4 740	5 731	8 114	10 471	16 966
	6 097	7 237	9 281	13 334	19 460
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	1 227	1 047	1 285	2 274	2 661
Réassurance	941	936	898	1 877	1 702
	2 168	1 983	2 183	4 151	4 363
Total	13 126 \$	14 482 \$	16 288 \$	27 608 \$	33 734 \$

Souscriptions

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Exploitation canadienne	2 073 \$	2 525 \$	2 204 \$	4 598 \$	4 753 \$
Exploitation américaine	6 760	8 148	9 526	14 908	20 558
Exploitation européenne	828	755	876	1 583	1 984
Total	9 661 \$	11 428 \$	12 606 \$	21 089 \$	27 295 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des primes et des dépôts et des souscriptions de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur les primes et les dépôts et les souscriptions sont présentés à la rubrique Résultats opérationnels sectoriels.

PRODUITS DE PLACEMENT NETS

Produits de placement nets

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Produits de placement gagnés (déduction faite des charges liées aux immeubles de placement)	1 387 \$	1 410 \$	1 384 \$	2 797 \$	2 779 \$
Recouvrement de pertes sur créances sur les prêts et créances	–	–	12	–	13
Profits nets réalisés	60	47	37	107	85
Produits de placement réguliers	1 447	1 457	1 433	2 904	2 877
Frais de placement	(19)	(18)	(17)	(37)	(34)
Produits de placement nets réguliers	1 428	1 439	1 416	2 867	2 843
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	1 106	(196)	707	910	520
Produits de placement nets	2 534 \$	1 243 \$	2 123 \$	3 777 \$	3 363 \$

Au deuxième trimestre de 2012, les produits de placement nets, qui comprennent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont augmenté de 411 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La fluctuation des justes valeurs au deuxième trimestre de 2012 correspond à une augmentation de 1 106 M\$, comparativement à une augmentation de 707 M\$ au deuxième trimestre de 2011. Au cours du trimestre, la juste valeur des obligations a augmenté en raison d'une réduction des taux des obligations d'État à court et à long terme. Au deuxième trimestre de 2012, la juste valeur des immeubles de placement a augmenté de 32 M\$, comparativement à 36 M\$ au deuxième trimestre de 2011. La vigueur soutenue des fondamentaux immobiliers a donné lieu à des augmentations de 51 M\$ de la juste valeur du portefeuille canadien de la Compagnie, tandis que la juste valeur des immeubles de placement compris dans son portefeuille européen a essuyé un recul net de 19 M\$.

Au deuxième trimestre de 2012, les produits de placement nets réguliers, qui comprennent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont augmenté de 12 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète la croissance de l'actif investi, partiellement contrebalancée par la baisse des rendements des titres à revenu fixe en raison du maintien des faibles taux d'intérêt. Les produits de placement nets réguliers comprennent également les profits réalisés sur les titres disponibles à la vente, lesquels se sont chiffrés à 51 M\$ au deuxième trimestre de 2012, comparativement à 28 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits de placement nets pour le semestre clos le 30 juin 2012 ont augmenté de 414 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des produits de placement nets par rapport à 2011 découle essentiellement de la hausse de 910 M\$ des justes valeurs en 2012, alors qu'elles avaient augmenté de 520 M\$ en 2011. La réduction des taux des obligations d'État a été plus marquée au premier semestre de 2012 qu'à la période correspondante de 2011, ce qui a donné lieu à une hausse plus importante de la juste valeur des placements en obligations en 2012. La juste valeur des immeubles de placement a augmenté de 68 M\$ en 2012 en raison des hausses nettes de 92 M\$ du portefeuille canadien de la Compagnie, partiellement contrebalancées par des diminutions nettes de 24 M\$ de son portefeuille européen, comparativement à des hausses totalisant 101 M\$ enregistrées dans ces deux régions à la période correspondante de 2011. Les produits de placement nets réguliers ont augmenté de 24 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour le trimestre. Les profits réalisés sur les titres disponibles à la vente se sont chiffrés à 87 M\$ au premier semestre de 2012, comparativement à 70 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits de placement nets enregistrés au deuxième trimestre de 2012 ont été supérieurs à ceux du premier trimestre de 2012 essentiellement en raison d'augmentations nettes de la juste valeur de 1 106 M\$ au deuxième trimestre de 2012, comparativement à une perte de 196 M\$ au trimestre précédent. La juste valeur des placements en obligations de la Compagnie a augmenté au deuxième trimestre de 2012 en raison de la baisse des taux des obligations d'État au cours de la période. La juste valeur des immeubles de placement a augmenté de 36 M\$ au premier trimestre de 2012.

Marchés du crédit

Au deuxième trimestre de 2012, des hausses liées à la valeur de marché nette de titres ayant fait l'objet d'une perte de valeur, y compris les cessions effectuées au cours du trimestre, se sont traduites par une incidence favorable de 3 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires. Aucun titre n'a fait l'objet d'une nouvelle perte de valeur au cours du trimestre.

Au deuxième trimestre de 2012, la modification des notations de crédit du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 13 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, des hausses liées à la valeur de marché nette de titres ayant fait l'objet d'une perte de valeur, y compris les cessions effectuées au cours du trimestre, se sont traduites par une incidence favorable de 11 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires. Les nouvelles pertes de valeur survenues depuis le début de l'exercice étaient négligeables et ont eu une incidence minimale sur le bénéfice net.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, la modification des notations de crédit du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 8 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires.

HONORAIRES ET AUTRES PRODUITS

En plus d'offrir des produits d'assurance fondés sur le risque traditionnels, la Compagnie offre certains produits suivant le principe de l'utilisateur payeur. Les plus importants produits de ce groupe sont les fonds distincts et les fonds communs de placement, pour lesquels la Compagnie reçoit des honoraires de gestion de placement liés à l'actif géré et d'autres honoraires, et les contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective au prix coûtant majoré.

Honoraires et autres produits

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Exploitation canadienne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	232 \$	239 \$	240 \$	471 \$	479 \$
Contrats SAS	38	38	37	76	74
	270	277	277	547	553
Exploitation américaine					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	306	302	318	608	632
Exploitation européenne					
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	158	145	144	303	274
Total des honoraires et autres produits	734 \$	724 \$	739 \$	1 458 \$	1 459 \$

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des honoraires et autres produits de la Compagnie sur une base brute. Des commentaires additionnels sur les honoraires et autres produits sont présentés à la rubrique Résultats opérationnels sectoriels.

SOMMES VERSÉES OU CRÉDITÉES AUX TITULAIRES DE POLICE

Sommes versées ou créditées aux titulaires de police

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Exploitation canadienne	2 681 \$	2 185 \$	2 585 \$	4 866 \$	4 766 \$
Exploitation américaine	1 025	1 003	890	2 028	1 840
Exploitation européenne	2 273	1 555	1 823	3 828	3 271
Total	5 979 \$	4 743 \$	5 298 \$	10 722 \$	9 877 \$

Les sommes versées ou créditées aux titulaires de police comprennent les règlements des sinistres liés à l'assurance-vie et à l'assurance-maladie, les rachats de police, les rentes, les versements échus, les paiements des garanties à l'égard des fonds distincts et les participations des titulaires de police et les bonifications, ainsi que la variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement. La variation des passifs relatifs aux contrats comprend l'incidence des variations de la juste valeur de certains actifs investis couvrant ces passifs ainsi que les variations de la provision pour pertes sur créances futures. Cependant, ces montants ne tiennent pas compte des prestations liées aux contrats SAS ou des paiements liés aux fonds distincts et aux fonds communs de placement.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2012, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de police se sont chiffrées à 6 G\$, y compris un montant de 4,3 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de police et un montant de 1,7 G\$ au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance. L'augmentation de 681 M\$ par rapport à la période correspondante de 2011 comprend une augmentation de 244 M\$ des paiements de prestations et une augmentation de 437 M\$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance, qui s'expliquent essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la faiblesse des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de police se sont chiffrées à 10,7 G\$, y compris un montant de 8,9 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de police et un montant de 1,8 G\$ au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance. L'augmentation de 845 M\$ par rapport à la période correspondante de 2011 comprend une augmentation de 384 M\$ des paiements de prestations et une augmentation de 461 M\$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance, qui s'expliquent essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la faiblesse des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe.

Par rapport au trimestre précédent, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de police ont augmenté de 1,2 G\$. L'augmentation comprend une diminution de 272 M\$ des paiements de prestations et une augmentation de 1,5 G\$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance, qui s'expliquent essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la faiblesse des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Au deuxième trimestre de 2012, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 12 %, comparativement à 11 % pour le trimestre précédent et à 22 % au deuxième trimestre de 2011. La baisse du taux d'imposition au deuxième trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent tient essentiellement à une entente de vérification intervenue entre plusieurs filiales de la Compagnie et l'Agence du revenu du Canada (l'ARC). L'entente règle plusieurs questions en suspens, y compris le prix de transfert et d'autres questions de fiscalité internationale pour les exercices 2004 à 2011. Des suites de l'entente de vérification, la Compagnie a convenu de faire un paiement en espèces de 103 M\$. La Compagnie a constitué des provisions au titre de l'impôt incertain pour ces éléments, ce qui a eu, au moment de la reprise, une incidence positive de 47 M\$ sur le bénéfice au deuxième trimestre, soit 22 M\$ pour l'exploitation canadienne et 25 M\$ pour l'exploitation européenne. Le taux d'imposition effectif pour le deuxième trimestre a été réduit de 8 % aux termes des modalités de l'entente de vérification.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 11 %, comparativement à 19 % pour la période correspondante en 2011. La réduction du taux d'imposition effectif tient principalement aux avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers. La diminution du taux d'imposition effectif tient également à l'incidence des réductions du taux d'imposition prévu par la loi pour l'exploitation européenne de la Compagnie ainsi qu'à l'incidence de modifications des taux d'imposition prévus par la loi pour l'ajustement des passifs relatifs aux contrats d'assurance en ce qui a trait à l'impôt différé. L'entente susmentionnée avec l'ARC a donné lieu à une nouvelle réduction de 4 % du taux d'imposition effectif pour le semestre.

Le taux d'imposition effectif au premier trimestre était plus bas, car le taux d'imposition des sociétés prévu par la loi a été ramené de 28 % à 26,5 % au Canada et de 26 % à 24 % au Royaume-Uni, ce qui s'ajoute à l'incidence favorable de modifications des taux d'imposition prévus par la loi pour l'ajustement des passifs relatifs aux contrats d'assurance en ce qui a trait à l'impôt différé. La comptabilisation d'économies d'impôt sur le résultat de l'exercice précédent de 11 M\$ par l'exploitation générale américaine a également contribué à la baisse du taux d'imposition effectif au premier trimestre.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

Actif administré

	30 juin 2012			Total
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	
Actif				
Actif investi	57 286 \$	29 128 \$	31 766 \$	118 180 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 091	1 767	1 693	8 551
Autres actifs	3 925	3 070	12 363	19 358
Actif net des fonds distincts	50 677	23 300	25 231	99 208
Total de l'actif	116 979	57 265	71 053	245 297
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	3 376	125 652	–	129 028
Total de l'actif géré	120 355	182 917	71 053	374 325
Autres actifs administrés	12 594	136 562	102	149 258
Total de l'actif administré	132 949 \$	319 479 \$	71 155 \$	523 583 \$
	31 décembre 2011			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	56 374 \$	27 403 \$	30 851 \$	114 628 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 089	1 769	1 697	8 555
Autres actifs	3 453	3 050	12 500	19 003
Actif net des fonds distincts	49 622	22 359	24 601	96 582
Total de l'actif	114 538	54 581	69 649	238 768
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	3 318	122 072	–	125 390
Total de l'actif géré	117 856	176 653	69 649	364 158
Autres actifs administrés	11 458	126 247	102	137 807
Total de l'actif administré	129 314 \$	302 900 \$	69 751 \$	501 965 \$

Au 30 juin 2012, le total de l'actif administré avait augmenté de 21,6 G\$ par rapport au 31 décembre 2011. Les fonds distincts ont augmenté de 2,6 G\$ et l'actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels a augmenté de 3,6 G\$ essentiellement en raison du recul des taux des obligations d'État et, dans une moindre mesure, de la progression des marchés boursiers aux États-Unis. Les autres actifs administrés ont augmenté de 11,5 G\$, ce qui s'explique essentiellement par les nouvelles souscriptions de régimes et l'amélioration des marchés boursiers aux États-Unis. L'actif investi a augmenté de 3,6 G\$ essentiellement en raison du recul des taux des obligations d'État.

Provision pour pertes sur créances futures

À titre d'élément des passifs relatifs aux contrats d'assurance, le total de la provision pour pertes sur créances futures est déterminé conformément aux normes de pratique actuarielle canadiennes et comprend des provisions pour couvrir les écarts défavorables.

Au 30 juin 2012, le total de la provision pour pertes sur créances futures comprise dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance se chiffrait à 2 542 M\$, comparativement à 2 500 M\$ au 31 décembre 2011, soit une augmentation de 42 M\$, laquelle reflète essentiellement la baisse des taux d'intérêt combinée aux fluctuations des devises, aux fluctuations des notations de crédit et aux résultats des activités normales.

Les provisions pour perte de valeur de 197 M\$ (237 M\$ au 31 décembre 2011) et les provisions de 2 542 M\$ (2 500 M\$ au 31 décembre 2011) pour pertes sur créances futures liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance représentaient ensemble 2,5 % des obligations et des actifs hypothécaires au 30 juin 2012 (2,6 % au 31 décembre 2011).

Titres de créance de gouvernements

	Valeur comptable selon la notation, au 30 juin 2012					Total*	Coût amorti*
	AAA	AA	A	BBB	BB ou inférieure		
Canada	8 773 \$	3 531 \$	2 478 \$	– \$	– \$	14 782 \$	13 170 \$
Royaume-Uni	9 492	681	149	442	–	10 764	9 574
États-Unis	5 755	1 193	102	10	–	7 060	6 583
	24 020	5 405	2 729	452	–	32 606	29 327
Portugal	–	–	–	–	10	10	13
Irlande	–	–	–	129	–	129	134
Italie	–	–	38	–	–	38	44
Grèce	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	–	–	–	31	–	31	42
	–	–	38	160	10	208	233
Allemagne	759	6	–	–	–	765	714
France	470	72	–	–	–	542	528
Pays-Bas	508	–	–	–	–	508	473
Autriche	159	–	–	–	–	159	154
Australie	79	–	–	–	–	79	79
Obligations supranationales	856	–	–	–	–	856	759
Autres (9 pays)	398	68	–	18	–	484	464
	3 229	146	–	18	–	3 393	3 171
Total	27 249 \$	5 551 \$	2 767 \$	630 \$	10 \$	36 207 \$	32 731 \$

* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 3 496 M\$ et d'un coût amorti de 3 155 M\$.

Au 30 juin 2012, la Compagnie détenait des titres de créance de gouvernements et d'organismes gouvernementaux (y compris certains actifs présentés comme des fonds détenus par des assureurs cédants) dont la valeur comptable globale s'établissait à 36,2 G\$, comparativement à 35,1 G\$ au 31 mars 2012. Le portefeuille comprend des titres de créance émis par les gouvernements du Portugal, de l'Irlande, de l'Italie et de l'Espagne dont la valeur comptable globale s'établissait à 208 M\$, soit une diminution comparativement à 220 M\$ au 31 mars 2012 en raison des cessions et des fluctuations des devises, le dollar canadien s'étant raffermi par rapport à l'euro. La Compagnie ne détient aucun titre de créance émis par le gouvernement de la Grèce.

Titres de créance de banques et d'autres institutions financières

	Valeur comptable selon la notation, au 30 juin 2012					Total*	Coût amorti*
	AAA	AA	A	BBB	BB ou inférieure		
Canada	65 \$	484 \$	1 024 \$	137 \$	– \$	1 710 \$	1 632 \$
Royaume-Uni	203	659	1 257	662	480	3 261	3 468
États-Unis	1	1 474	1 965	706	20	4 166	3 991
	269	2 617	4 246	1 505	500	9 137	9 091
Portugal	–	–	–	–	–	–	–
Irlande	–	–	–	63	4	67	97
Italie	–	–	51	59	–	110	150
Grèce	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	59	–	46	126	–	231	284
	59	–	97	248	4	408	531
Allemagne	–	41	47	–	–	88	86
France	71	110	168	146	–	495	549
Pays-Bas	–	196	166	–	44	406	420
Australie	22	318	153	55	–	548	545
Autres (12 institutions)	15	82	273	131	9	510	514
	108	747	807	332	53	2 047	2 114
Total	436 \$	3 364 \$	5 150 \$	2 085 \$	557 \$	11 592 \$	11 736 \$

	Valeur comptable selon le rang, au 30 juin 2012					Total*	Coût amorti*
	Titres couverts	Créances de premier rang	Créances de second rang	Capital de deuxième catégorie de la tranche supérieure	Titres de capital		
Canada	70 \$	989 \$	289 \$	78 \$	284 \$	1 710 \$	1 632 \$
Royaume-Uni	232	1 420	919	413	277	3 261	3 468
États-Unis	355	2 744	841	–	226	4 166	3 991
	657	5 153	2 049	491	787	9 137	9 091
Portugal	–	–	–	–	–	–	–
Irlande	63	–	–	–	4	67	97
Italie	28	23	14	–	45	110	150
Grèce	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	64	–	99	35	33	231	284
	155	23	113	35	82	408	531
Allemagne	41	–	47	–	–	88	86
France	162	102	115	31	85	495	549
Pays-Bas	–	311	38	22	35	406	420
Australie	33	344	137	–	34	548	545
Autres (12 institutions)	31	196	155	96	32	510	514
	267	953	492	149	186	2 047	2 114
Total	1 079 \$	6 129 \$	2 654 \$	675 \$	1 055 \$	11 592 \$	11 736 \$

* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 2 683 M\$ et d'un coût amorti de 2 674 M\$.

Au 30 juin 2012, la Compagnie détenait des titres de créance de banques et d'autres institutions financières (y compris certains actifs présentés comme des fonds détenus par des assureurs cédants) dont la valeur comptable globale s'établissait à 11,6 G\$, comparativement à 11,4 G\$ au 31 mars 2012. Ce portefeuille comprend des titres de créance de 408 M\$ émis par des banques et d'autres institutions financières domiciliées en Irlande, en Italie et en Espagne, soit une baisse comparativement à 441 M\$ au 31 mars 2012, en raison de cessions, de fluctuations des devises et de la diminution des valeurs de marché découlant de l'élargissement des écarts de crédit. Les titres

espagnols, d'un montant de 231 M\$, comprennent des obligations libellées en livres sterling d'un montant de 168 M\$ émises par les filiales d'institutions financières espagnoles réglementées par la Financial Services Authority (la FSA) et domiciliées au Royaume-Uni. La Compagnie ne détient pas de titres émis par des banques et d'autres institutions financières domiciliées en Grèce ou au Portugal.

Au 30 juin 2012, 95 % de la valeur comptable de 11,6 G\$ des titres de créance de banques et d'autres institutions financières se rapportait à des titres de première qualité.

Au 30 juin 2012, 2,9 % de l'actif investi de la Compagnie, y compris certains fonds détenus par des assureurs cédants, était composé d'obligations de gouvernements et d'institutions financières de pays de la zone euro.

PASSIF

Total du passif

	30 juin 2012	31 décembre 2011
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	117 747 \$	115 512 \$
Autres passifs du fonds général	11 650	10 570
Contrats d'assurance et d'investissement au titre des porteurs de parts	99 208	96 582
Total	228 605 \$	222 664 \$

Le total du passif a augmenté de 5,9 G\$, passant de 222,7 G\$ au 31 décembre 2011 à 228,6 G\$ au 30 juin 2012. Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ont augmenté de 2,2 G\$ essentiellement en raison de l'incidence de la réduction des taux d'intérêt sur les titres à revenu fixe. Les autres passifs du fonds général ont augmenté de 1,1 G\$ en raison de l'augmentation des conventions de rachat au sein de l'exploitation américaine. Les contrats d'assurance et d'investissement au titre des porteurs de parts ont augmenté de 2,6 G\$ essentiellement en raison des hausses de la juste valeur des placements.

Garanties de placement liées aux produits de gestion du patrimoine

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées aux valeurs de marché des fonds de placement. Les produits de prestations minimales garanties à la sortie de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 30 juin 2012, les produits de prestations minimales garanties à la sortie en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne représentaient 1 565 M\$ (1 256 M\$ au 31 décembre 2011). La Compagnie dispose d'un programme de couverture pour gérer certains risques associés aux options incorporées à ses produits de prestations minimales garanties à la sortie.

Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts

	Valeur de marché	Au 30 juin 2012			
		Insuffisance des placements par type de prestations			
		Revenu	Échéance	Décès	Total*
Exploitation canadienne	22 887 \$	– \$	45 \$	351 \$	351 \$
Exploitation américaine	7 202	–	–	66	66
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	2 418	1	67	73	73
Réassurance**	1 027	607	1	34	643
	3 445	608	68	107	716
Total	33 534 \$	608 \$	113 \$	524 \$	1 133 \$

* Le titulaire ne peut recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès). Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus dispendieux survienne le 30 juin 2012 pour chaque police.

** L'exposition de l'unité Réassurance est liée aux marchés canadien et américain.

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 30 juin 2012. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à environ 7 M\$ pour le trimestre et à environ 10 M\$ depuis le début de l'exercice, et la majeure partie de ces sinistres (6 M\$ pour le trimestre et 8 M\$ depuis le début de l'exercice) a trait au montant complémentaire nécessaire pour acheter des rentes dans le but de couvrir les prestations minimales garanties de revenu de l'unité Réassurance.

CAPITAL SOCIAL ET SURPLUS

Au 30 juin 2012, le capital social en circulation se chiffrait à 7 973 M\$, dont 5 829 M\$ d'actions ordinaires, 1 664 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif et 480 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans.

Au 30 juin 2012, 949 820 440 actions ordinaires de la Compagnie d'une valeur attribuée de 5 829 M\$ étaient en circulation, comparativement à 949 764 141 actions ordinaires d'une valeur attribuée de 5 828 M\$ au 31 décembre 2011.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2012, aucune action ordinaire n'a été rachetée aux fins d'annulation aux termes de l'offre de rachat de la Compagnie dans le cours normal de ses activités. En vertu de son régime d'options sur actions, la Compagnie a émis 56 299 actions pour un produit total de 1 M\$, soit une moyenne de 18,44 \$ par action.

Le 22 février 2012, la Compagnie a émis 10 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles à taux fixe de premier rang et à dividende non cumulatif de 5,4 % de série P, pour un produit brut de 250 M\$.

Le 28 juin 2012, la Compagnie a émis 8 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles à taux fixe de premier rang et à dividende non cumulatif de 5,15 % de série Q, pour un produit brut de 200 M\$ dans le cadre d'un placement qui a pris fin le 6 juillet 2012.

Titres de la Fiducie de capital Canada-Vie (CLICS) – Fiducie de capital Canada-Vie (FCCV), une fiducie constituée par la Canada-Vie, a racheté la totalité de ses CLICS de série A d'un montant en capital de 300 M\$ le 29 juin 2012, à la valeur nominale. Lifeco détenait auparavant une tranche de 122 M\$ de ces CLICS à titre de placement à long terme.

Titres de la Fiducie de capital Great-West (GREATs) – Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, la Fiducie de capital Great-West (la FCGW) peut racheter les GREATs, en tout ou en partie, en tout temps, lesquels sont remboursables par anticipation à la valeur nominale le 31 décembre 2012.

PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les participations ne donnant pas le contrôle de la Compagnie incluent le surplus attribuable aux comptes de participation de filiales et les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales.

LIQUIDITÉS, GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

LIQUIDITÉS

La Compagnie finance elle-même une grande partie de ses besoins en liquidités en appariant ses obligations à court terme aux fonds générés à l'interne et en conservant une quantité adéquate de placements liquides. Au 30 juin 2012, Lifeco détenait de la trésorerie et des placements à court terme auprès de gouvernements d'un montant de 5,3 G\$ (5,5 G\$ au 31 décembre 2011) et des obligations d'État d'un montant de 25,6 G\$ (25,1 G\$ au 31 décembre 2011). La Compagnie détient une somme de 0,6 G\$ (0,6 G\$ au 31 décembre 2011) détenue directement par la société de portefeuille. La Compagnie a généré un montant additionnel de 0,2 G\$ au moyen de l'émission d'actions privilégiées perpétuelles à 5,15 % de série Q de Lifeco, dans le cadre d'un placement qui a commencé le 28 juin 2012 et a pris fin le 6 juillet 2012. De plus, la Compagnie dispose d'une marge de crédit de 200 M\$ auprès d'une banque à charte canadienne.

La Compagnie n'a aucune politique officielle en matière de dividendes sur les actions ordinaires. Les dividendes sur les actions ordinaires en circulation de la Compagnie sont déclarés et versés à la discrétion exclusive du conseil d'administration de la Compagnie. La décision de déclarer un dividende sur les actions ordinaires de la Compagnie tient compte de plusieurs facteurs, y compris le bénéfice, la suffisance du capital et la disponibilité des liquidités. La capacité de la Compagnie, à titre de société de portefeuille, à verser des dividendes dépend de la capacité de ses filiales en exploitation à lui verser des dividendes. Les filiales en exploitation de la Compagnie sont assujetties à la réglementation en vigueur dans un certain nombre de territoires, chacun ayant sa propre façon de calculer le montant de capital qui doit être détenu relativement aux différentes activités menées par ces filiales. Les exigences imposées par les autorités de réglementation dans un territoire donné peuvent varier de temps à autre et, par conséquent, avoir une incidence sur la capacité des filiales en exploitation de verser des dividendes à la Compagnie.

FLUX DE TRÉSORERIE

Flux de trésorerie

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Opérations	1 270 \$	1 473 \$	1 881 \$	2 134 \$
Financement	(551)	(341)	(488)	(537)
Investissement	(607)	(1 470)	(1 712)	(1 709)
	112	(338)	(319)	(112)
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	6	(2)	2	2
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	118	(340)	(317)	(110)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	1 621	2 070	2 056	1 840
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 739 \$	1 730 \$	1 739 \$	1 730 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sur une base consolidée, notamment les primes reçues, les produits de placement nets et les honoraires, constituent la principale source de fonds pour la Compagnie. De façon générale, ces fonds servent principalement au paiement des prestations, des participations des titulaires de police et des sinistres, ainsi que des charges opérationnelles et des commissions. Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont principalement investis pour couvrir les besoins en liquidités liés aux obligations futures. Les activités de financement comprennent l'émission et le rachat d'instruments de capital ainsi que les dividendes et les versements d'intérêts connexes.

Au deuxième trimestre, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 118 M\$ par rapport au 31 mars 2012. Au cours du deuxième trimestre de 2012, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont chiffrés à 1 270 M\$, en baisse de 203 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2011. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2012, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 607 M\$ à l'acquisition d'actifs d'investissement additionnels et des flux de trésorerie de 320 M\$ au paiement de dividendes à l'intention des détenteurs d'actions privilégiées et ordinaires, et elle a affecté un montant de 231 M\$ à d'autres activités de financement.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 317 M\$ par rapport au 31 décembre 2011. Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles se sont chiffrés à 1 881 M\$, une baisse de 253 M\$ par rapport à 2011. En 2012, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 1 712 M\$ à l'acquisition d'actifs d'investissement additionnels ainsi que des flux de trésorerie de 637 M\$ au paiement de dividendes à l'intention des détenteurs d'actions privilégiées et ordinaires, et un montant de 149 M\$ a été reçu d'autres activités de financement.

ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELS

Les engagements et obligations contractuels n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2011.

GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

MÉTHODE DE RÉPARTITION DU CAPITAL

La Compagnie applique une méthode de répartition du capital aux termes de laquelle les coûts de financement sont ventilés au prorata du capital réparti. En ce qui concerne l'exploitation canadienne et l'exploitation européenne (essentiellement La Great-West, compagnie d'assurance-vie), cette méthode de répartition est orientée sur les exigences réglementaires en matière de capital, alors que, pour les activités de services financiers exercées aux États-Unis et de gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam), la méthode est orientée sur la valeur comptable des unités d'exploitation présentée dans les états financiers. Le total du capital soumis à un effet de levier est réparti de façon uniforme entre les unités d'exploitation au prorata du total du capital, ce qui fait en sorte que le ratio d'endettement de chaque unité d'exploitation reflète celui de la société consolidée.

Le bénéfice net consolidé de la Compagnie est présenté selon les IFRS, après la répartition du capital. La méthode de répartition du capital n'a pas d'incidence sur le rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires et le bénéfice net de la Compagnie, car le processus n'influe pas sur le total, mais seulement sur la distribution du capital et du bénéfice net entre les unités d'exploitation.

Rendement des capitaux propres

	30 juin 2012	31 mars 2012	31 décembre 2011
Exploitation canadienne	21,3 %	21,4 %	21,7 %
Services financiers aux États-Unis⁽¹⁾	20,4 %	19,5 %	20,7 %
Gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam)	(2,1) %	1,0 %	0,9 %
Exploitation européenne	18,0 %	18,3 %	17,5 %
Exploitation générale de Lifeco⁽²⁾	(4,2) %	(6,1) %	(5,5) %
Total du bénéfice net de Lifeco	16,8 %	17,5 %	17,6 %
Total du bénéfice opérationnel de Lifeco⁽²⁾	15,8 %	16,5 %	16,6 %

(1) Comprend l'exploitation générale américaine.

(2) La Compagnie utilise le bénéfice opérationnel, une mesure financière non définie par les IFRS, qui exclut l'incidence des provisions décrites à la note 30 des états financiers consolidés de la Compagnie au 31 décembre 2011.

Le rendement des capitaux propres correspond au bénéfice net divisé par les capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires, calculé sur les quatre derniers trimestres.

La Compagnie a présenté un rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires fondé sur le bénéfice net de 16,8 %, comparativement à 17,6 % au 31 décembre 2011. Si la Compagnie continue de maintenir un bénéfice net positif, en revanche, le fait que la croissance de son capital ait surpassé le bénéfice net a donné lieu à une diminution du rendement de capitaux propres par rapport au 31 décembre 2011. Le rendement des capitaux propres de la Compagnie relativement au bénéfice opérationnel s'est élevé à 15,8 %, ce qui se compare favorablement à l'objectif à long terme fixé à 15,0 %.

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières (le BSIF) a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales. Il s'agit du ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MMRPCE). La fourchette cible interne de la Compagnie au chapitre du ratio du MMRPCE pour les principales filiales d'exploitation canadiennes de Lifeco se situe entre 175 % et 200 % (sur une base consolidée).

Le ratio du MMRPCE de la Great-West au 30 juin 2012 s'établissait à 205 % (204 % au 31 décembre 2011). Le ratio du MMRPCE de la London Life au 30 juin 2012 s'établissait à 238 % (239 % au 31 décembre 2011). Le ratio du MMRPCE de la Canada-Vie au 30 juin 2012 était de 206 % (204 % au 31 décembre 2011). Le ratio du MMRPCE ne tient pas compte de l'incidence de liquidités de 0,6 G\$ à l'échelle de Lifeco, la société de portefeuille, ni du produit net

de 0,2 G\$ lié à l'émission d'actions privilégiées perpétuelles à taux fixe de premier rang et à dividende non cumulatif de 5,15 % de série Q, qui a commencé le 28 juin 2012 et a pris fin le 6 juillet 2012.

Aux termes du préavis du BSIF, intitulé Passage des entités fédérales aux Normes internationales d'information financière, les filiales de la Compagnie qui sont sous réglementation fédérale ont choisi d'appliquer progressivement, sur huit trimestres, l'incidence de 636 M\$ de la transition aux IFRS sur le capital à l'égard de l'information à fournir sur le MPRCE aux termes de la réglementation, cela à partir du 1^{er} janvier 2011. Au 30 juin 2012, le montant de l'application graduelle du MPRCE de la Great-West se chiffrait à 477 M\$. Au cours des exercices suivant l'adoption initiale des IFRS par la Compagnie, en raison des modifications proposées à l'IFRS portant sur l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et de la nature évolutive des IFRS, il pourrait y avoir de nouvelles modifications aux exigences en matière de capital réglementaire et aux normes comptables, dont certaines pourraient être importantes.

NOTATIONS DE CRÉDIT

Lifeco et ses principales filiales en exploitation affichent d'excellentes notations de crédit, attribuées par les cinq agences de notation et présentées dans le tableau suivant. Les sociétés en exploitation ci-dessous ont reçu les mêmes notations en matière de santé financière de la part de chaque agence de notation, une approche de notation groupée essentiellement justifiée par la position enviable de la Compagnie sur le marché de l'assurance au Canada et sa situation concurrentielle aux États-Unis et en Europe. La Great-West, la London Life et la Canada-Vie ont en commun leur direction, leur gouvernance et leurs stratégies, ainsi qu'une plateforme d'affaires intégrée. Toutes ces sociétés en exploitation profitent d'un solide soutien financier implicite de Lifeco et sont détenues par cette dernière. Au cours du deuxième trimestre de 2012, les notations de crédit de la Compagnie n'ont subi aucune modification.

Agence de notation	Mesure	Lifeco	Great-West	London Life	Canada-Vie	GWL&A
A.M. Best Company	Santé financière		A+	A+	A+	A+
DBRS Limited	Capacité de paiement des sinistres Créances de premier rang Créances de second rang	AA (faible)	IC-1	IC-1	IC-1 AA (faible)	NC
Fitch Ratings	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang	A	AA	AA	AA	AA
Moody's Investors Service	Santé financière de l'assureur		Aa3	Aa3	Aa3	Aa3
Standard & Poor's Ratings Services	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang Créances de second rang	A+	AA	AA	AA AA-	AA

GESTION DU RISQUE ET PRATIQUES RELATIVES AU CONTRÔLE

La Compagnie dispose de politiques pour déterminer, mesurer, surveiller et atténuer les risques liés à ses instruments financiers et en assurer le contrôle. Les principaux risques à cet égard sont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (change, taux d'intérêt et marchés boursiers). Le comité de gestion des risques est responsable de surveiller les principaux risques auxquels la Compagnie est exposée. L'approche de la Compagnie en matière de gestion du risque n'a pas changé de manière importante par rapport à celle qui est décrite dans le rapport annuel de 2011 de Lifeco. Une analyse complète de la structure de gouvernance et de l'approche de gestion à l'égard du risque de la Compagnie est présentée à la note intitulée « Gestion du risque lié aux instruments financiers » des états financiers consolidés de la Compagnie datés du 31 décembre 2011.

La Compagnie a également établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures d'évaluation du capital relatives à la mise en œuvre et à la surveillance du plan de capital. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aucune modification importante n'a été apportée aux politiques et aux procédures de la Compagnie et de ses filiales relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés en 2012. Au cours du semestre clos le 30 juin 2012, le nominal en cours des contrats dérivés a augmenté de 339 M\$ essentiellement en raison des couvertures du change liées aux nouveaux placements à revenu fixe en monnaie étrangère en fonction de la monnaie dans laquelle sont libellés les passifs. L'exposition de la Compagnie au risque de crédit, qui reflète la juste valeur actuelle des instruments qui affichent des profits, a diminué pour s'établir à 927 M\$ au 30 juin 2012, comparativement à 968 M\$ au 31 décembre 2011.

MÉTHODES COMPTABLES

Normes internationales d'information financière – Les états financiers annuels consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ont été les premiers à être préparés par la Compagnie selon les Normes internationales d'information financière.

En raison de la nature évolutive des IFRS, certaines modifications de ces normes pourraient avoir une incidence sur la Compagnie dans l'avenir. La Compagnie surveille activement les modifications futures aux IFRS proposées par l'International Accounting Standards Board (IASB) dans le but d'évaluer si ces modifications sont susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats ou les activités de la Compagnie. En outre, la Compagnie évalue l'incidence que ces modifications pourraient avoir sur la présentation de l'information financière, les contrôles et les procédures de communication de l'information ou les systèmes d'information de la Compagnie.

Les tableaux suivants présentent les IFRS qui seront modifiées et pourraient avoir une incidence sur la Compagnie :

Normes entrant en vigueur en 2013

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IAS 19, <i>Avantages du personnel</i>	<p>L'IASB a publié une version modifiée de cette norme en juin 2011, qui élimine l'approche du corridor pour la comptabilisation des écarts actuariels. Ces écarts seraient constatés immédiatement dans les autres éléments du bénéfice global. Par conséquent, les actifs et les passifs nets au titre des régimes de retraite correspondront à la situation de capitalisation intégrale dans les bilans consolidés. En vertu de la version révisée d'IAS 19, le rendement prévu de l'actif des régimes n'est plus appliqué à la juste valeur des actifs pour calculer le coût des prestations. Selon la norme révisée, le même taux d'actualisation doit être appliqué à l'évaluation de l'obligation au titre des prestations ainsi qu'aux actifs du régime lors de la détermination du montant net des charges (produits) d'intérêts. Ce taux d'actualisation est déterminé relativement au rendement des obligations de sociétés de haute qualité sur le marché, à la clôture de la période de présentation de l'information financière. De plus, la norme révisée comprend des modifications portant sur la présentation de l'obligation au titre des prestations définies, de la juste valeur des actifs du régime et des composantes de la charge de retraite dans les états financiers d'une entité.</p> <p>La Compagnie continuera d'utiliser l'approche du corridor jusqu'à ce que la révision de la norme portant sur les avantages du personnel soit en vigueur, c'est-à-dire le 1^{er} janvier 2013. Conformément aux dispositions transitoires d'IAS 19, cette modification relative aux IFRS sera appliquée de façon rétroactive au 1^{er} janvier 2012.</p> <p>Pour obtenir plus de détails sur les régimes d'avantages du personnel de la Compagnie, se reporter à la note 23 des états financiers consolidés du 31 décembre 2011.</p>

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
<p>IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>; IFRS 11, <i>Partenariats</i>; IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i></p>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2013, la Compagnie prévoit adopter IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>, IFRS 11, <i>Partenariats</i>, et IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i>, aux fins de la préparation et de la présentation de ses états financiers consolidés.</p> <p>IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>, utilise des principes de consolidation fondés sur une définition révisée du contrôle. Le contrôle est lié au pouvoir qu'a l'investisseur de diriger les activités de l'entreprise détenue, à sa capacité de tirer des avantages variables de ses avoirs dans l'entreprise détenue et au lien direct qui existe entre le pouvoir de diriger les activités et de recevoir des avantages.</p> <p>IFRS 11, <i>Partenariats</i>, sépare les entités contrôlées conjointement selon qu'il s'agit d'activités conjointes ou de coentreprises. Cette norme élimine l'option pour une entité d'utiliser la consolidation proportionnelle pour comptabiliser ses participations dans des coentreprises, celle-ci devant dorénavant utiliser la méthode de la mise en équivalence à cette fin.</p> <p>IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i>, propose de nouvelles exigences en matière d'informations à fournir en ce qui a trait aux participations qu'une entité détient dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées. Cette norme exige la présentation d'informations supplémentaires, notamment sur la manière de déterminer le contrôle et sur les restrictions pouvant exister en ce qui a trait à l'actif et au passif consolidés présentés dans les états financiers.</p> <p>En juin 2012, l'IASB a publié des modifications qui clarifient les dispositions transitoires présentées dans IFRS 10 et offre une dispense transitoire supplémentaire dans IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 qui limite l'obligation de fournir des informations comparatives ajustées portant seulement sur la période précédente. La Compagnie continue d'évaluer l'incidence des normes susmentionnées sur ses procédures de consolidation et sur les informations à fournir en vue de leur entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013, mais elle ne s'attend pas à ce que cette incidence soit importante.</p> <p>L'IASB a publié un exposé-sondage qui propose une dispense de consolidation pour les entités contrôlées par des entités d'investissement. Les membres de l'industrie cherchent à obtenir l'assurance que les fonds distincts présentés dans les états financiers d'un assureur-vie seraient admissibles à cette exception et qu'ils ne seraient pas substantiellement différents de la présentation actuelle en vertu des IFRS.</p>
<p>IFRS 13, <i>Évaluation de la juste valeur</i></p>	<p>La Société adoptera IFRS 13, qui vise à accroître la cohérence et la comparabilité des évaluations à la juste valeur et des informations fournies à leur sujet, à l'aide d'une hiérarchie des justes valeurs. La norme sera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette hiérarchie classe selon trois niveaux les données d'entrée des techniques d'évaluation. La hiérarchie place au plus haut niveau les cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, et au niveau le plus bas les données d'entrée non observables.</p> <p>La norme porte principalement sur les informations à fournir et n'aura donc pas d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.</p>

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2013, la Compagnie adoptera le guide d'application fourni dans la version modifiée d'IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>. La norme modifiée exige que les autres éléments du bénéfice global soient classés par nature et groupés selon qu'ils seront reclassés en bénéfice net au cours d'une période ultérieure (lorsque certaines conditions sont réunies) ou qu'ils ne le seront pas.</p> <p>Cette norme révisée porte seulement sur la présentation et n'aura donc pas d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.</p>
IFRS 7, <i>Instruments financiers : Informations à fournir</i>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2013, la Compagnie adoptera les directives comprises dans les modifications apportées à IFRS 7, <i>Instruments financiers</i>. La norme ainsi modifiée présente de nouvelles informations à fournir relativement aux instruments financiers, notamment au sujet des droits de compensation et des arrangements connexes aux termes de conventions de compensation globale.</p> <p>La norme révisée porte seulement sur les informations à fournir et n'aura donc pas d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.</p>

Normes qui devraient entrer en vigueur après 2013

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i>	<p>L'IASB a publié un exposé-sondage proposant des modifications à la norme comptable portant sur les contrats d'assurance en juillet 2010. Aux termes de cette proposition, l'assureur serait tenu d'évaluer les passifs d'assurance au moyen d'un modèle axé sur le montant, l'échéance et le degré d'incertitude des flux de trésorerie futurs associés aux contrats d'assurance. Cette proposition diffère grandement du lien entre les actifs et les passifs au titre des polices d'assurance pris en compte aux termes de la méthode du report variable, et elle pourrait entraîner une variation significative des résultats de la Compagnie. L'exposé-sondage propose également des modifications à la présentation et aux informations à fournir dans les états financiers.</p> <p>Depuis la publication de l'exposé-sondage, des membres du secteur de l'assurance ainsi que des organismes de normalisation comptable du monde entier ont recommandé que d'importantes modifications soient apportées à l'exposé-sondage de 2010. À l'heure actuelle, aucune nouvelle norme n'a été publiée ou n'a été présentée en exposé-sondage.</p> <p>Tant qu'une nouvelle IFRS visant l'évaluation des contrats d'assurance ne sera pas publiée, la Compagnie continuera d'évaluer les passifs relatifs aux polices d'assurance selon la méthode du report variable. L'entrée en vigueur d'une norme définitive n'est pas prévue avant plusieurs années. La Compagnie continue de surveiller activement les développements à cet égard.</p>

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>	<p>La nouvelle norme exige que tous les actifs financiers soient classés au coût amorti ou à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale et que les catégories « disponible à la vente », « détenu jusqu'à son échéance » et « prêts et créances » soient éliminées.</p> <p>La nouvelle norme exige également :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que les dérivés incorporés soient évalués aux fins du classement avec leur actif financier hôte; • qu'une méthode de dépréciation soit utilisée pour les actifs financiers; • que des modifications soient apportées aux critères liés à l'application de la comptabilité de couverture et à l'évaluation de l'efficacité. <p>L'incidence d'IFRS 9 sur la Compagnie sera évaluée de façon approfondie lorsque les éléments restants du projet de l'IASB qui vise à remplacer IAS 39, <i>Instruments financiers</i>, soit la méthode de dépréciation, la comptabilité de couverture et la compensation des actifs et des passifs, auront été finalisés. La Compagnie continue de surveiller activement les développements à cet égard.</p> <p>Selon l'échéancier actuel, l'adoption d'IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>, est prévue pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2015. La Compagnie continue toutefois de suivre l'évolution de cette norme en considérant les changements apportés à IFRS 4.</p>
IAS 17, <i>Contrats de location</i>	<p>L'IASB a publié un exposé-sondage qui propose un nouveau modèle comptable pour les contrats de location, aux termes duquel le preneur et le bailleur auront à constater les actifs et les passifs au bilan à la valeur actualisée des paiements de location découlant de tous les contrats de location. Le nouveau classement serait le modèle reposant sur le droit d'utilisation, qui remplacerait les modèles comptables de contrat de location simple et de contrat de location-financement qui existent actuellement.</p> <p>L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée de façon approfondie une fois que la version finale de la norme sur les contrats de location sera publiée, ce qui est prévu pour le deuxième semestre de 2012.</p>
IAS 18, <i>Produits des activités ordinaires</i>	<p>L'IASB a publié un deuxième exposé-sondage en novembre 2011, qui propose la création d'une norme unique portant sur la comptabilisation des produits afin d'uniformiser la présentation de l'information financière sur les produits provenant de contrats clients et les coûts connexes. Une société serait ainsi tenue de comptabiliser, lors de la prestation de services ou de la vente de biens à un client, un produit correspondant à la contrepartie que la société s'attend à recevoir du client.</p> <p>L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée une fois que la version finale de la norme sur la comptabilisation des produits sera publiée, ce qui est prévu pour 2012 ou 2013.</p>
IAS 32, <i>Instruments financiers : Présentation</i>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2014, la Compagnie adoptera les directives comprises dans les modifications apportées à IAS 32, <i>Instruments financiers : Présentation</i>. Cette norme révisée précise les exigences en matière de compensation des actifs et des passifs financiers.</p> <p>La Compagnie évalue actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur la présentation de ses états financiers.</p>

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS SECTORIELS

Les résultats opérationnels consolidés de Lifeco, y compris les chiffres correspondants, sont présentés selon les IFRS, après la répartition du capital. Les résultats opérationnels comprennent ceux de la Great-West, de la London Life, de la Canada-Vie, de GWL&A et de Putnam.

Aux fins de la présentation de l'information, les résultats opérationnels consolidés sont regroupés en quatre secteurs à présenter, soit l'exploitation canadienne, l'exploitation américaine, l'exploitation européenne et l'exploitation générale de Lifeco, lesquels reflètent les emplacements géographiques ainsi que la structure de gestion et la structure interne des sociétés.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco tient compte des résultats opérationnels de l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ce secteur regroupe trois unités d'exploitation principales. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance individuelle, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Gestion du patrimoine, la Compagnie offre des produits de capitalisation et de rentes immédiates aux clients de la Collective et de l'Individuelle au Canada. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation d'assurance collective, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-maladie, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance-invalidité et d'assurance des créanciers à l'intention des clients de la Collective au Canada.

Principales données financières consolidées – Exploitation canadienne

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Primes et dépôts	4 861 \$	5 262 \$	4 824 \$	10 123 \$	9 911 \$
Souscriptions	2 073	2 525	2 204	4 598	4 753
Honoraires et autres produits	270	277	277	547	553
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	254	242	262	496	507
Total de l'actif	116 979 \$	116 831 \$	113 991 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs	3 376	3 479	3 394		
Total de l'actif géré	120 355	120 310	117 385		
Autres actifs administrés	12 594	12 393	10 987		
Total de l'actif administré	132 949 \$	132 703 \$	128 372 \$		

FAITS NOUVEAUX EN 2012

- Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 254 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012, comparativement à 262 M\$ au deuxième trimestre de 2011. Depuis le début de l'exercice, le bénéfice net s'est établi à 496 M\$, soit une baisse de 2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le deuxième trimestre de 2012, le bénéfice net comprend l'incidence de l'accroissement de 49 M\$ des marges liées aux risques de réinvestissement et l'incidence d'approximativement 5 M\$ du fléchissement des marchés boursiers, facteurs partiellement contrebalancés par le règlement de certaines questions fiscales, ce qui a eu une incidence positive de 22 M\$ sur le bénéfice net et de 21 M\$ sur les profits liés aux immeubles de placement couvrant le surplus.
- Au deuxième trimestre, les souscriptions se sont chiffrées à 2 073 M\$, soit une baisse de 6 % comparativement au deuxième trimestre de 2011. Depuis le début de l'exercice, les souscriptions se sont chiffrées à 4 598 M\$, soit une baisse de 3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

- Les primes et les dépôts se sont établis à 4 861 M\$, en hausse de 1 % par rapport au deuxième trimestre de 2011. Depuis le début de l'exercice, les primes et les dépôts ont été de 10,1 G\$, soit 2 % de plus que pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Les taux des produits d'assurance-vie individuelle Temporaire 20 ans ont été ajustés en juin 2012 pour améliorer leur position concurrentielle et accroître les souscriptions de ces produits.
- Au cours du deuxième trimestre, l'unité Gestion du patrimoine a lancé un nouveau produit de fonds distincts destiné aux particuliers à valeur nette élevée pour les clients qui ont investi plus de 500 000 \$ auprès de la Compagnie.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION CANADIENNE

ASSURANCE INDIVIDUELLE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Primes et dépôts	992 \$	926 \$	914 \$	1 918 \$	1 789 \$
Souscriptions	121	115	112	236	210
Bénéfice net	26	67	66	93	148

Primes et dépôts

Au cours du trimestre, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 78 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 992 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 75 M\$, pour s'établir à 913 M\$ au cours du trimestre, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent essentiellement en raison de l'augmentation de 14 % des primes d'assurance-vie sans participation. Les primes liées aux produits de protection du vivant ont augmenté de 3 M\$ au cours du trimestre, pour se chiffrer à 79 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2012, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 7 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 1,9 G\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 121 M\$, pour atteindre 1,8 G\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les primes liées aux produits de protection du vivant ont augmenté de 8 M\$, pour s'établir à 159 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 66 M\$, pour se chiffrer à 992 M\$, par rapport au trimestre précédent essentiellement en raison d'une hausse de 10 % des primes d'assurance-vie avec participation attribuable au caractère saisonnier normal des souscriptions d'assurance-vie.

Souscriptions

Au cours du trimestre, les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 9 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 109 M\$. La hausse tient à une augmentation de 22 % des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 12 M\$, soit un moment comparable à celui enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 25 M\$, pour s'établir à 214 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent essentiellement en raison de la vigueur des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 22 M\$, soit 1 M\$ de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 4 M\$, pour se chiffrer à 109 M\$, par rapport au trimestre précédent. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 12 M\$, une hausse de 2 M\$ par rapport au trimestre précédent.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le trimestre a diminué de 40 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2011. Cette diminution tient essentiellement à l'accroissement de 49 M\$ des marges liées aux risques de réinvestissement, comparativement à une reprise nette de 6 M\$ il y a un an. Le bénéfice net, exclusion faite de l'incidence de l'accroissement des marges liées aux risques de réinvestissement, a augmenté de 15 M\$, stimulé par une hausse de 27 M\$ des profits au chapitre des placements et du comportement des titulaires de police, partiellement contrebalancée par une baisse de 8 M\$ des gains au chapitre de la mortalité et de la morbidité et la hausse de 6 M\$ des pressions exercées par les nouvelles affaires sur les souscriptions effectuées avant les modifications apportées à la tarification en vue de répondre à la baisse des taux d'intérêt.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, le bénéfice net a diminué de 55 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution tient à l'accroissement de 49 M\$ des marges liées aux risques de réinvestissement, comparativement à une reprise nette de 6 M\$ il y a un an. Le bénéfice net, exclusion faite de l'incidence de l'accroissement des marges liées aux risques de réinvestissement, est demeuré comparable au bénéfice net enregistré à la période correspondante de 2011. Le bénéfice net pour le semestre clos le 30 juin 2012 comprend une hausse de 42 M\$ des profits au chapitre des placements et du comportement des titulaires de police, partiellement contrebalancée par une baisse de 14 M\$ des gains au chapitre de la mortalité et de la morbidité et une diminution de 32 M\$ des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance sans lien avec les intérêts.

Le bénéfice net a diminué de 41 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette diminution tient essentiellement à l'accroissement de 49 M\$ des marges liées aux risques de réinvestissement. Le bénéfice net, exclusion faite de l'incidence de l'accroissement des marges liées aux risques de réinvestissement, a augmenté de 8 M\$, stimulé par une hausse de 10 M\$ des résultats au chapitre des placements, une amélioration de 9 M\$ des gains au chapitre de la morbidité et une amélioration de 11 M\$ des pressions exercées par les nouvelles affaires, découlant des modifications apportées à la tarification et à la réassurance, facteurs partiellement contrebalancés par une baisse de 18 M\$ des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance sans lien avec les intérêts.

La perte nette attribuable au compte de participation s'est chiffrée à 3 M\$ au deuxième trimestre de 2012, comparativement à un bénéfice net de 6 M\$ au deuxième trimestre de 2011. Le principal facteur qui explique la diminution du bénéfice net est l'exacerbation des pressions exercées par les nouvelles affaires en raison d'une croissance de 22 % des souscriptions d'assurance avec participation. Pour le semestre clos le 30 juin 2012, la perte nette attribuable au compte de participation s'est chiffrée à 9 M\$, comparativement à un bénéfice net de 7 M\$ à la période correspondante de 2011. Le principal facteur qui explique la diminution du bénéfice net est l'exacerbation des pressions exercées par les nouvelles affaires en raison d'une croissance de 31 % des souscriptions d'assurance avec participation. Le bénéfice net attribuable au compte de participation a augmenté de 3 M\$ par rapport au premier trimestre de 2012.

GESTION DU PATRIMOINE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Primes et dépôts	2 011 \$	2 481 \$	2 124 \$	4 492 \$	4 549 \$
Souscriptions	1 799	2 276	1 995	4 075	4 309
Honoraires et autres produits	222	228	232	450	462
Bénéfice net	80	68	91	148	173

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts des fonds de placement de détail exclusifs pour le deuxième trimestre ont diminué de 41 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 864 M\$. La diminution reflète les entrées de fonds moindres pour les produits fondés sur des actions sur l'ensemble du marché des fonds communs de placement au cours du deuxième trimestre de 2012, les investisseurs cherchant à éviter la volatilité des marchés boursiers. Les primes et les dépôts des produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates de 51 M\$ ont diminué de 85 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2011. Cette diminution tient en partie aux faibles taux d'intérêt à long terme, les investisseurs recherchant des garanties à court terme offrant une marge moindre et une sensibilité accrue aux prix. Les primes et les dépôts liés aux produits de retraite collectifs ont augmenté de 13 M\$, pour s'établir à 1,1 G\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ce résultat tient à la vigueur des transferts forfaitaires effectués par les nouveaux clients des régimes de capitalisation collectifs, facteur contrebalancé par la baisse des souscriptions de produits de rentes immédiates collectifs.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les primes et les dépôts des fonds de placement de détail exclusifs ont diminué de 149 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 1,9 G\$. Au premier semestre de 2012, les primes et les dépôts des produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates ont diminué de 123 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 134 M\$. La diminution des dépôts liés à ces produits tient principalement aux taux d'intérêt très faibles, lesquels rendent ces produits, qui sont sensibles aux taux d'intérêt, moins attrayants pour les clients. Les primes et les dépôts liés aux produits de retraite collectifs ont augmenté de 215 M\$, pour se chiffrer à 2,4 G\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse importante des transferts forfaitaires vers les régimes de capitalisation.

Par rapport au trimestre précédent, les primes et les dépôts ont diminué de 210 M\$ pour les fonds de placement de détail exclusifs et de 32 M\$ pour les produits à taux d'intérêt garantis de détail en raison de la saison des régimes enregistrés d'épargne-retraite (les REER) au premier trimestre. Les primes liées aux produits de retraite collectifs ont diminué de 228 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison de la saison des REER occupée au premier trimestre.

Souscriptions

Les souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs ont diminué de 86 M\$, pour s'établir à 1 G\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les souscriptions de produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates ont diminué de 92 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 141 M\$. Ces variations cadrent avec les résultats du deuxième trimestre sur le marché canadien. Les souscriptions de produits de retraite collectifs se sont chiffrées à 409 M\$, une diminution de 19 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, l'augmentation des souscriptions de régimes de capitalisation ayant été plus que contrebalancée par la diminution des souscriptions de produits de placement seulement et de produits de rentes collectifs à prime unique.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs ont diminué de 201 M\$, pour s'établir à 2,4 G\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les souscriptions de produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates ont diminué de 150 M\$, pour s'établir à 335 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour les mêmes raisons que celles qui sont évoquées ci-dessus pour la comparaison d'un exercice à l'autre. Les souscriptions de produits de retraite collectifs ont augmenté de 138 M\$, pour se chiffrer à 910 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison d'une importante hausse des souscriptions de régimes de capitalisation, partiellement contrebalancée par un recul des souscriptions de produits de placements seulement.

Les souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs ont diminué de 273 M\$ et les souscriptions de produits à taux d'intérêt garantis de détail et des produits de rentes immédiates ont diminué de 53 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison de la saison des REER au premier trimestre. Les facteurs expliquant la baisse de 92 M\$ des souscriptions de produits de retraite collectifs sont les mêmes que ceux évoqués pour la comparaison des primes et des dépôts d'un trimestre à l'autre.

Honoraires et autres produits

Les honoraires ont diminué de 10 M\$, ou 4 %, par rapport au trimestre correspondant de 2011. La baisse moyenne de 13,4 % des indices boursiers TSX a été partiellement contrebalancée par la hausse de la valeur des titres à revenu fixe, ce qui a donné lieu à une modification de la composition des fonds de placement de détail en faveur des produits à revenu fixe, qui offrent des marges moindres.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les honoraires et autres produits ont diminué de 12 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour les mêmes raisons que celles évoquées ci-dessus pour le trimestre. Pour le premier semestre de 2012, l'indice boursier TSX moyen a diminué de 11,4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les honoraires et autres produits ont diminué de 6 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison de la baisse des marchés boursiers, en moyenne, comparativement au premier trimestre de 2012.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2012 a diminué de 11 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution tient essentiellement à la baisse des honoraires et à la hausse des charges opérationnelles, partiellement contrebalancées par des résultats plus favorables au chapitre de la mortalité et par la hausse des profits sur les placements.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, le bénéfice net a diminué de 25 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent essentiellement en raison de la diminution des honoraires, de la hausse des charges opérationnelles et de modifications moins marquées des bases liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, facteurs partiellement contrebalancés par l'augmentation des résultats de placement.

Le bénéfice net a augmenté de 12 M\$ par rapport au trimestre précédent. L'augmentation tient à la baisse des charges opérationnelles et à l'augmentation des profits sur les placements, en partie contrebalancées par la baisse des honoraires.

ASSURANCE COLLECTIVE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Primes et dépôts	1 858 \$	1 855 \$	1 786 \$	3 713 \$	3 573 \$
Souscriptions	153	134	97	287	234
Honoraires et autres produits	38	38	37	76	74
Bénéfice net	97	87	94	184	160

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts pour le deuxième trimestre de 2012 ont augmenté de 72 M\$, pour s'établir à 1,9 G\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent essentiellement en raison d'une augmentation des primes d'assurance-maladie et d'assurance-invalidité de longue durée.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les primes et les dépôts ont augmenté de 140 M\$, pour se chiffrer à 3,7 G\$, par rapport à la période correspondante de 2011. Les primes et les dépôts des grandes affaires se sont accrus de 6 %.

Les primes et les dépôts ont augmenté de 3 M\$ par rapport au trimestre précédent.

Souscriptions

Au cours du deuxième trimestre de 2012, les souscriptions ont augmenté de 56 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 153 M\$. L'augmentation tient à la hausse des souscriptions de polices sur le marché des créanciers et des ventes directes et des importantes polices collectives. Les souscriptions de ces polices peuvent varier largement d'un trimestre à l'autre.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les souscriptions ont augmenté de 53 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 287 M\$. L'augmentation tient essentiellement à la hausse des souscriptions sur le marché des produits d'assurance des créanciers et des ventes directes ainsi qu'à l'augmentation des souscriptions sur le marché des grandes affaires.

Les souscriptions ont augmenté de 19 M\$, pour s'établir à 153 M\$, par rapport au trimestre précédent en raison de la hausse des souscriptions sur le marché des produits d'assurance des créanciers et des ventes directes. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par la baisse des souscriptions dans le marché des petites et des moyennes affaires et celui des grandes affaires.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits sont essentiellement tirés des contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective, au prix coûtant majoré.

Les honoraires et autres produits pour le trimestre ont augmenté de 1 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2011 essentiellement en raison de la hausse des équivalents des primes SAS.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les honoraires et autres produits ont augmenté de 2 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent essentiellement en raison de la hausse des équivalents des primes SAS.

Les honoraires et autres produits enregistrés pour le trimestre sont comparables à ceux enregistrés au trimestre précédent.

Bénéfice net

Pour le deuxième trimestre de 2012, le bénéfice net a augmenté de 3 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent essentiellement en raison de la hausse des résultats au chapitre de la morbidité, partiellement contrebalancée par la baisse des profits relatifs aux frais d'assurance et des gains au chapitre de la mortalité.

Le bénéfice net a augmenté de 24 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2012, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 184 M\$. L'augmentation tient essentiellement à la hausse des profits découlant des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance sans lien avec le crédit, à la hausse des résultats au chapitre de la morbidité et à la hausse des profits sur les placements. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par les moins bons résultats au chapitre des profits relatifs aux frais d'assurance.

Le bénéfice net a augmenté de 10 M\$ par rapport au trimestre précédent essentiellement en raison de la hausse des résultats au chapitre de la morbidité. Cette augmentation tient également à la hausse des profits au chapitre des placements et des profits relatifs aux frais d'assurance. Les augmentations ont été partiellement contrebalancées par la baisse des profits découlant des modifications des bases liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance liées à l'intérêt et par de moins bons résultats au chapitre de la mortalité.

EXPLOITATION GÉNÉRALE CANADIENNE

Les résultats de l'exploitation générale canadienne tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation canadienne.

L'exploitation générale canadienne a affiché un bénéfice net de 51 M\$ pour le trimestre, comparativement à un bénéfice net de 11 M\$ au deuxième trimestre de 2011. L'augmentation du bénéfice net est principalement attribuable à l'augmentation des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché des immeubles de placement couvrant le surplus de l'exploitation générale de 21 M\$ et au règlement de certaines questions fiscales, qui a eu une incidence positive de 22 M\$ sur le bénéfice net.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, l'exploitation générale canadienne a affiché un bénéfice net de 71 M\$, comparativement à un bénéfice net de 26 M\$ pour la période correspondante de 2011. L'augmentation du bénéfice net tient essentiellement aux mêmes facteurs que ceux évoqués ci-dessus pour le trimestre, ainsi qu'à une économie de coûts liée à un fonds de capital-investissement au premier trimestre de 2012.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a augmenté de 31 M\$ essentiellement en raison de la conclusion de certaines questions fiscales, ce qui a eu une incidence positive de 22 M\$ sur le bénéfice net.

EXPLOITATION AMÉRICAINE

Les résultats opérationnels de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Life & Annuity Insurance Company (GWL&A), de Putnam Investments, LLC (Putnam), des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation de services financiers, la Compagnie offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur et des services de gestion et de tenue de dossiers, de gestion de fonds, de placement et de consultation. Elle offre également des produits individuels, notamment des comptes de retraite et des produits d'assurance-vie et de rentes, ainsi que des produits d'assurance-vie détenue par des sociétés et des régimes d'avantages à l'intention des cadres. L'unité Gestion d'actifs de la Compagnie offre des services de gestion de placements, des services de distribution, des services administratifs ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

Principales données financières consolidées – Exploitation américaine

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Primes et dépôts	6 097 \$	7 237 \$	9 281 \$	13 334 \$	19 460 \$
Souscriptions	6 760	8 148	9 526	14 908	20 558
Honoraires et autres produits	306	302	318	608	632
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	86	75	128	161	216
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires (en dollars américains)	85	75	132	160	221
Total de l'actif	57 265 \$	55 626 \$	51 112 \$		
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	125 652	127 661	126 672		
Total de l'actif géré	182 917	183 287	177 784		
Autres actifs administrés	136 562	135 568	123 719		
Total de l'actif administré	319 479 \$	318 855 \$	301 503 \$		

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION AMÉRICAINE

Du deuxième trimestre de 2011 au deuxième trimestre de 2012, le dollar canadien s'est replié par rapport au dollar américain. Les fluctuations des devises ont eu une incidence positive sur le bénéfice net de 3 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2011 et de 4 M\$ par rapport au premier semestre de 2011.

CONVERSION DES DEVICES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS visant à éliminer l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS du présent rapport.

SERVICES FINANCIERS

FAITS NOUVEAUX EN 2012

- Au deuxième trimestre de 2012, les souscriptions se sont chiffrées à 2 G\$ US, contre 1,5 G\$ US à la période correspondante de 2011, une hausse qui s'explique par l'augmentation des souscriptions, tant pour les Marchés de l'Individuelle que pour les Services de retraite. Depuis le début de l'exercice, les souscriptions se sont chiffrées à 4,4 G\$, une hausse de 21 % par rapport à période correspondante de l'exercice précédent.
- Pour le deuxième trimestre de 2012, le bénéfice net a augmenté de 3 M\$ US par rapport au trimestre précédent essentiellement en raison de l'amélioration des résultats au chapitre de la mortalité, partiellement contrebalancée par la baisse des avantages fiscaux. Depuis le début de l'exercice, le bénéfice net s'est chiffré à 181 M\$ US, soit une diminution de 1 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Les primes et les dépôts se sont chiffrés à 1,3 G\$ US, soit 12 % de plus qu'au deuxième trimestre de 2011. Depuis le début de l'exercice, les primes et les dépôts se sont chiffrés à 2,8 G\$ US, soit 12 % de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Au deuxième trimestre de 2012, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 120 M\$ US, comparativement à 119 M\$ US à la période correspondante de 2011. Depuis le début de l'exercice, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 242 M\$ US, soit 6 M\$ US de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Primes et dépôts	1 357 \$	1 506 \$	1 167 \$	2 863 \$	2 494 \$
Souscriptions	2 020	2 417	1 412	4 437	3 592
Honoraires et autres produits	121	122	115	243	231
Bénéfice net	93	89	81	182	179
Primes et dépôts (en dollars américains)	1 343 \$	1 506 \$	1 204 \$	2 849 \$	2 544 \$
Souscriptions (en dollars américains)	2 000	2 417	1 456	4 417	3 658
Honoraires et autres produits (en dollars américains)	120	122	119	242	236
Bénéfice net (en dollars américains)	92	89	84	181	183

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts du deuxième trimestre de 2012 ont augmenté de 139 M\$ US par rapport au deuxième trimestre de 2011 en raison des hausses respectives de 76 M\$ US et de 63 M\$ US des primes et des dépôts enregistrés par les Marchés de l'Individuelle et les Services de retraite. L'augmentation enregistrée pour les Marchés de l'Individuelle tient essentiellement à la hausse de souscriptions dans le marché des banques de détail. L'augmentation enregistrée par les Services de retraite tient essentiellement à l'accroissement du volume d'activité lié aux régimes 401(k) de grande taille.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les primes et les dépôts ont augmenté de 305 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2011 en raison de hausses respectives de 169 M\$ US et de 136 M\$ US enregistrées par les Marchés de l'Individuelle et les Services de retraite. La hausse enregistrée par les Marchés de l'Individuelle tient essentiellement à la hausse des souscriptions liées aux marchés des banques de détail et des produits d'assurance-vie détenue par des sociétés. L'augmentation enregistrée par les Services de retraite tient essentiellement à l'accroissement du volume d'activité lié aux régimes 401(k) de grande taille.

Comparativement au trimestre précédent, les primes et les dépôts ont diminué de 163 M\$ US principalement en raison de la diminution de 118 M\$ US enregistrée sur le marché des régimes 401(k), qui s'explique par les souscriptions plus élevées au premier trimestre qu'au deuxième trimestre de 2012.

Souscriptions

Pour le deuxième trimestre, les souscriptions ont augmenté de 544 M\$ US par rapport au deuxième trimestre de 2011 en raison d'une hausse des souscriptions de 445 M\$ US pour les Services de retraite et de 99 M\$ US pour les Marchés de l'Individuelle. Les souscriptions de régimes 401(k) enregistrées par les Services de retraite ont augmenté de 426 M\$ US en raison de la croissance du nombre et de la taille des souscriptions de régimes. Le marché des banques de détail des Marchés de l'Individuelle a connu un deuxième trimestre remarquable en 2012, avec des souscriptions de 142 M\$ US, une hausse de 122 % par rapport au deuxième trimestre de 2011, qui s'explique essentiellement par l'ajout de plusieurs grossistes ainsi que par la pénétration accrue des nouvelles relations établies avec les banques en matière de distribution.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les souscriptions ont augmenté de 759 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison d'une hausse des souscriptions de 566 M\$ US pour les Services de retraite et de 193 M\$ US pour les Marchés de l'Individuelle. Les souscriptions de régimes 401(k) ont enregistré une augmentation de 664 M\$ US essentiellement en raison d'une hausse du nombre et de la taille des souscriptions de régimes. Les souscriptions du marché des banques de détails des Marchés de l'Individuelle ont augmenté de 122 M\$ US, ou 90 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent essentiellement en raison de l'ajout de plusieurs grossistes et de la pénétration accrue des nouvelles relations établies avec les banques en matière de distribution. Les souscriptions de produits d'assurance-vie détenue par des sociétés ont augmenté de 62 M\$ US, ou 100 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les souscriptions ont diminué de 417 M\$ US par rapport au trimestre précédent en raison du recul de 470 M\$ US des souscriptions sur le marché des régimes 401(k) imputable à la diminution des souscriptions de produits à prime unique au deuxième trimestre de 2012.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le deuxième trimestre de 2012 ont augmenté de 1 M\$ US par rapport au deuxième trimestre de 2011.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les honoraires et autres produits ont augmenté de 6 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent essentiellement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.

Les honoraires et autres produits ont diminué de 2 M\$ US par rapport au trimestre précédent principalement en raison de la baisse des honoraires liés aux Marchés de l'Individuelle.

Bénéfice net

Au deuxième trimestre de 2012, le bénéfice net a augmenté de 8 M\$ US par rapport au deuxième trimestre de 2011 essentiellement en raison d'une réduction de 11 M\$ US des marges liées au risque de réinvestissement en 2012, partiellement contrebalancée par la baisse des gains au chapitre de la mortalité en 2012.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, le bénéfice net a diminué de 2 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2011 essentiellement en raison des résultats défavorables au chapitre de la mortalité dans le bloc d'affaires fermé, lesquels sont imputables à un nombre anormalement élevé de sinistres, facteur partiellement contrebalancé par une réduction des marges liées au risque de réinvestissement au cours de la période considérée.

Le bénéfice net a augmenté de 3 M\$ US par rapport au trimestre précédent essentiellement en raison de l'amélioration des résultats au chapitre de la mortalité, partiellement contrebalancée par la baisse des avantages fiscaux.

GESTION D'ACTIFS

FAITS NOUVEAUX EN 2012

- Le total des entrées d'actifs nettes de Putnam a augmenté de 1,7 G\$ US par rapport au trimestre précédent, une importante réduction des rachats ayant plus que contrebalancé la baisse des souscriptions brutes.
- L'actif géré moyen a diminué de 1,7 G\$ US par rapport au trimestre précédent en raison des marchés défavorables et des sorties nettes.
- Putnam a continué d'approfondir sa présence dans les marchés stratégiques de l'Asie en inaugurant un bureau de représentation à Beijing, son premier bureau en Chine. Ce bureau permettra à Putnam de mettre à profit ses capacités en matière d'établissement et de gestion des relations avec le gouvernement et les institutions privées partout en Chine. De plus, il évaluera les occasions d'affaires à moyen et à long terme dans le marché chinois des finances, qui est en pleine effervescence.
- Deux nouvelles catégories d'actions ont été créées pour les promoteurs de régimes de retraite admissibles de Putnam. Ces nouvelles catégories d'actions offrent une transparence et une souplesse accrues en permettant aux promoteurs de régimes de présenter les frais de gestion de placement séparément des frais de services de tenue de dossiers et des frais administratifs pour les participants au régime. Les nouvelles catégories permettent également l'accès à de l'information plus utile et pratique ainsi que des outils pour les conseillers, les promoteurs de régimes de retraite et les participants, dans le but de les aider à mieux comprendre leur régime et, éventuellement, de favoriser l'engagement.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Primes et dépôts	4 740 \$	5 731 \$	8 114 \$	10 471 \$	16 966 \$
Honoraires et autres produits					
Frais de gestion de placements	129	131	137	260	272
Honoraires liés au rendement	6	2	14	8	21
Frais administratifs	37	34	37	71	75
Commissions et frais de placement	12	12	15	24	31
Honoraires et autres produits	184	179	203	363	399
Bénéfice net (perte nette)	(5)	(12)	47	(17)	34
Primes et dépôts (en dollars américains)	4 693 \$	5 731 \$	8 365 \$	10 424 \$	17 306 \$
Honoraires et autres produits (en dollars américains)					
Frais de gestion de placement (en dollars américains)	129	131	141	260	277
Honoraires liés au rendement (en dollars américains)	6	2	14	8	21
Frais administratifs (en dollars américains)	36	34	38	70	76
Commissions et frais de placement (en dollars américains)	11	12	16	23	33
Honoraires et autres produits (en dollars américains)	182	179	209	361	407
Bénéfice net (perte nette) (en dollars américains)	(5)	(12)	48	(17)	35

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts ont diminué de 3,7 G\$ US par rapport à la période correspondante de 2011. La diminution enregistrée au cours du trimestre s'explique par la vigueur de l'ensemble des souscriptions au deuxième trimestre de 2011 et par la prudence dont continuent de faire preuve les investisseurs en actions en raison de la volatilité du marché.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les primes et les dépôts ont diminué de 6,9 G\$ US par rapport à la période correspondante de 2011, ce qui tient essentiellement aux mêmes facteurs que ceux évoqués pour la comparaison avec le trimestre de 2011.

Les primes et les dépôts ont diminué de 1,0 G\$ US par rapport au trimestre précédent surtout en raison d'une réduction des souscriptions institutionnelles au deuxième trimestre de 2012.

Honoraires et autres produits

Les produits sont essentiellement tirés des frais de gestion de placement, des honoraires liés au rendement, des frais de gestion liés aux services d'agent des transferts et aux autres services, ainsi que des commissions et frais de placement. Habituellement, les honoraires gagnés sont fondés sur l'actif géré et peuvent dépendre des marchés des capitaux, du rendement relatif des produits d'investissement de Putnam, du nombre de comptes individuels et des souscriptions.

Pour le deuxième trimestre de 2012, l'actif géré moyen de Putnam a diminué de 7,3 G\$ par rapport à la période correspondante de 2011, les sorties d'actifs nettes ayant plus que contrebalancé la hausse de 2,4 % de la moyenne de l'indice S&P 500. Par conséquent, pour le deuxième trimestre de 2012, les honoraires et autres produits ont diminué de 27 M\$ US par rapport à la période correspondante de 2011 principalement en raison d'une diminution des frais de gestion de placement et des frais de placement découlant de la baisse de l'actif géré et d'une modification de la composition de l'actif, d'une diminution des honoraires liés au rendement et d'un recul des frais administratifs imputable à une légère diminution des comptes.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les honoraires et autres produits ont diminué de 46 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour la comparaison avec le trimestre de 2011.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 3 M\$ US par rapport au trimestre précédent principalement en raison de la hausse des honoraires liés au rendement, facteur partiellement contrebalancé par une réduction des frais de gestion de placement découlant elle-même de la baisse de l'actif géré moyen.

Bénéfice net

Au cours du deuxième trimestre, le bénéfice net a diminué de 53 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net du deuxième trimestre de l'exercice précédent comprenait la reprise d'une provision liée à une poursuite judiciaire de 57 M\$ US. En outre, le trimestre considéré comprend une baisse des honoraires et des produits de placement nets sur les portefeuilles de capitaux de lancement. Cette baisse a été partiellement contrebalancée par la variation des ajustements à la juste valeur liés à la rémunération fondée sur des actions de 7 M\$ US d'un exercice à l'autre et la baisse des charges opérationnelles.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, le bénéfice net a diminué de 52 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison d'une diminution de la reprise partielle d'une provision liée à une poursuite judiciaire de 41 M\$ US, à la baisse des honoraires et à la variation des ajustements à la juste valeur liée à la rémunération fondée sur des actions de 2 M\$ d'un exercice à l'autre, facteurs partiellement contrebalancés par une baisse des autres charges de rémunération et des charges liées aux souscriptions des courtiers.

Le bénéfice net a augmenté de 7 M\$ US par rapport au trimestre précédent en raison de la variation d'un exercice à l'autre des ajustements à la juste valeur liée à la rémunération fondée sur des actions de 16 M\$ US, de la légère hausse des honoraires et de la baisse des charges opérationnelles, dont l'essentiel est compensé par la reprise partielle d'une provision liée à une poursuite judiciaire de 16 M\$ US au premier trimestre de 2012 et une légère perte

latente sur les portefeuilles de capitaux de lancement, tandis que des profits vigoureux ont été enregistrés au trimestre précédent.

ACTIF GÉRÉ

Actif géré

(en millions de dollars américains)

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Actif au début	124 279 \$	116 652 \$	127 211 \$	116 652 \$	121 213 \$
Souscriptions (y compris les participations réinvesties)	4 693	5 731	8 365	10 424	17 306
Rachats	(4 964)	(7 700)	(6 750)	(12 664)	(13 852)
Entrées (sorties) d'actifs nettes	(271)	(1 969)	1 615	(2 240)	3 454
Incidence du rendement du marché	(4 300)	9 596	306	5 296	4 465
Actif à la fin	119 708 \$	124 279 \$	129 132 \$	119 708 \$	129 132 \$
Actif géré moyen	120 602 \$	122 345 \$	127 951 \$	121 466 \$	126 110 \$

Pour le trimestre clos le 30 juin 2012, l'actif géré moyen s'est établi à 121 G\$ US, soit 61 G\$ US au titre des fonds communs de placement et 60 G\$ US au titre des comptes institutionnels. L'actif géré moyen a diminué de 7,3 G\$ US par rapport au trimestre clos le 30 juin 2011 essentiellement en raison des sorties d'actifs nettes au cours des quatre derniers trimestres et de l'incidence du rendement négatif sur le marché au cours de cette période.

L'actif géré moyen pour le semestre clos le 30 juin 2012 a diminué de 4,6 G\$ US par rapport au semestre clos le 30 juin 2011 en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour la comparaison d'un trimestre à l'autre.

L'actif géré moyen a diminué de 1,7 G\$ US par rapport au trimestre précédent essentiellement en raison de l'incidence défavorable de la conjoncture et des sorties d'actifs nettes au deuxième trimestre de 2012.

EXPLOITATION GÉNÉRALE AMÉRICAINE

Le bénéfice net de l'exploitation générale américaine a diminué de 2 M\$ US par rapport au deuxième trimestre de 2011 en raison d'une hausse de la quote-part des charges d'intérêts de Lifeco.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, l'exploitation générale américaine a affiché une perte nette de 4 M\$ US, comparativement à un bénéfice net de 3 M\$ US pour la période correspondante de 2011, essentiellement en raison d'une hausse de la quote-part des charges d'intérêts de Lifeco et de la baisse des avantages fiscaux.

Le bénéfice net est demeuré comparable à celui du trimestre précédent.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes et l'unité Réassurance. L'unité Assurance et rentes représente les activités opérationnelles au Royaume-Uni, à l'île de Man, en Irlande et en Allemagne; elle offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des produits de rentes immédiates par l'entremise de la Canada-Vie et de ses filiales. L'unité Réassurance exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande par l'entremise de la Canada-Vie, de la London Life et de leurs filiales.

CONVERSION DES DEVICES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS visant à éliminer l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS du présent rapport.

Principales données financières consolidées – Exploitation européenne

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Primes et dépôts	2 168 \$	1 983 \$	2 183 \$	4 151 \$	4 363 \$
Souscriptions	828	755	876	1 583	1 984
Honoraires et autres produits	158	145	144	303	274
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	160	141	147	301	233
Total de l'actif	71 053 \$	71 245 \$	67 034 \$		
Autres actifs administrés	102	107	116		
Total de l'actif administré	71 155 \$	71 352 \$	67 150 \$		

FAITS NOUVEAUX EN 2012

- Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2012 s'est chiffré à 160 M\$, soit une augmentation de 13 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2011. Depuis le début de l'exercice, le bénéfice net a augmenté de 68 M\$, soit de 29 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats enregistrés en 2011 comprennent des provisions de 75 M\$ liées aux catastrophes relativement aux tremblements de terre survenus au Japon et en Nouvelle-Zélande.
- Les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 158 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012, soit 10 % de plus qu'à la période correspondante de 2011. Depuis le début de l'exercice, les honoraires et autres produits ont augmenté de 11 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 303 M\$.
- Au deuxième trimestre de 2012, les souscriptions se sont chiffrées à 828 M\$, une baisse de 5 % par rapport à la période correspondante de 2011. Le total des souscriptions pour le semestre clos le 30 juin 2012 se chiffre à 1,6 G\$, comparativement à 2,0 G\$ en 2011, ce qui reflète la conjoncture difficile et l'effritement de la confiance des consommateurs.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION EUROPÉENNE

Si l'on compare 2012 à 2011, la livre sterling et le dollar américain se sont raffermis par rapport au dollar canadien. Ce raffermissement a été partiellement contrebalancé par le raffermissement du dollar canadien par rapport à l'euro. Les fluctuations des devises ont eu une incidence positive sur le bénéfice net de 3 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2011 et de 2 M\$ par rapport au premier semestre de 2011.

ASSURANCE ET RENTES

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Primes et dépôts	1 227 \$	1 047 \$	1 285 \$	2 274 \$	2 661 \$
Souscriptions	828	755	876	1 583	1 984
Honoraires et autres produits	146	132	134	278	254
Bénéfice net	108	106	97	214	222

Primes et dépôts

Pour le deuxième trimestre, les primes et les dépôts ont diminué de 58 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent essentiellement en raison de la baisse des souscriptions de produits d'épargne à l'île de Man. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par de solides souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni et par des souscriptions de produits de rentes variables garanties en Irlande, lesquels ont été lancés au quatrième trimestre de 2011.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les primes et les dépôts ont diminué de 15 % par rapport à la période correspondante de 2011 essentiellement en raison du recul des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni et à l'île de Man ainsi que des fluctuations des devises.

Les primes et les dépôts ont augmenté de 17 % par rapport au trimestre précédent essentiellement en raison de la hausse des souscriptions de produits de rentes immédiates et de la croissance saisonnière normale des produits d'assurance collective au Royaume-Uni. La croissance a également été favorisée par l'augmentation des souscriptions de produits de retraite et de produits de rentes variables garanties en Irlande.

Souscriptions

Les souscriptions ont diminué de 48 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison d'un recul de 138 M\$ des produits d'épargne à prime unique à l'île de Man, lequel reflète la conjoncture difficile dans l'ensemble et les fluctuations normales du nombre de grandes affaires. Le recul a été partiellement contrebalancé par de solides souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni découlant de l'amélioration de la position concurrentielle de la Compagnie et des souscriptions de produits de rentes variables garanties en Irlande, lesquels ont été lancés au quatrième trimestre de 2011.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les souscriptions ont diminué de 401 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent essentiellement en raison du recul des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni et à l'île de Man, lequel reflète le ralentissement généralisé des marchés et les fluctuations normales du nombre de grandes affaires à l'île de Man.

Les souscriptions ont augmenté de 73 M\$ par rapport au trimestre précédent essentiellement en raison d'une hausse de 37 M\$ des souscriptions de produits de rentes immédiates au Royaume-Uni. Le reste de l'augmentation tient aux souscriptions de produits d'épargne à prime unique à l'île de Man et aux souscriptions de produits de retraite et de produits de rentes variables garanties en Irlande.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 12 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent essentiellement en raison de la hausse des frais de rachat au Royaume-Uni et de la hausse de l'actif géré moyen en Allemagne et au Royaume-Uni. Les tendances irrégulières des souscriptions et des rachats à l'égard de certains produits de placement à prime unique à court terme peuvent donner lieu à des fluctuations importantes des frais de rachat d'un trimestre à l'autre.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les honoraires et autres produits ont augmenté de 24 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent essentiellement en raison de la hausse des frais de rachat et des variations de la composition des souscriptions au Royaume-Uni. En outre, la hausse de l'actif géré moyen en Allemagne et au Royaume-Uni a contribué à la croissance.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 14 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison des mêmes facteurs que ceux évoqués pour la comparaison avec le trimestre de 2011.

Bénéfice net

Pour le deuxième trimestre de 2012, le bénéfice net a augmenté de 11 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Une hausse de 30 M\$ des profits sur les placements, une amélioration de 19 M\$ des résultats au chapitre de la mortalité et de la morbidité et une hausse de 7 M\$ des frais de rachat de l'unité Gestion du patrimoine au Royaume-Uni ont fourni un apport positif au bénéfice net pour la période. Ces hausses ont été

partiellement contrebalancées par l'accroissement des marges liées au risque de réinvestissement, imputable à l'incertitude économique persistante, ce qui a retranché 30 M\$ au bénéfice net, comparativement à une reprise nette des marges d'intérêt de 16 M\$ en 2011.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, le bénéfice net a diminué de 8 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En 2011, le bénéfice net comprenait l'incidence positive de 44 M\$ découlant des modifications de la méthode d'évaluation des provisions au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance, couvertes par des immeubles. Une hausse de 53 M\$ des profits sur les placements, une amélioration de 21 M\$ des résultats liés à l'assurance collective au Royaume-Uni et une baisse des taux d'imposition effectifs des sociétés au Royaume-Uni, laquelle a réduit de 6 M\$ les impôts, ont fourni un apport positif au bénéfice net pour la période. L'accroissement des marges d'intérêt liées au risque de réinvestissement a retranché 42 M\$ au bénéfice net de la période, comparativement à une reprise nette des marges liées au risque de réinvestissement de 9 M\$ en 2011.

Le bénéfice net s'est chiffré à 108 M\$ au deuxième trimestre, une hausse de 2 M\$ par rapport à 106 M\$ au premier trimestre.

RÉASSURANCE

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Primes et dépôts	941 \$	936 \$	898 \$	1 877 \$	1 702 \$
Honoraires et autres produits	12	13	10	25	20
Bénéfice net	56	34	50	90	12

Primes et dépôts

Les primes et les dépôts pour le deuxième trimestre de 2012 ont augmenté de 43 M\$ par rapport à l'exercice précédent essentiellement en raison de la hausse des volumes liés aux activités d'assurance-vie et des fluctuations des devises.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, les primes et les dépôts ont augmenté de 175 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison de la hausse des volumes liés aux activités d'assurance-vie et des fluctuations des devises.

Les primes et les dépôts ont augmenté de 5 M\$ par rapport au trimestre précédent principalement en raison de la hausse des volumes liés aux activités d'assurance-vie.

Honoraires et autres produits

Les activités de réassurance génèrent des honoraires principalement par l'intermédiaire des produits d'assurance-vie, dont les honoraires sont tributaires du volume de la couverture offerte.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 2 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 5 M\$ par rapport au semestre clos le 30 juin 2011 essentiellement en raison de la hausse des volumes. Les honoraires et autres produits sont demeurés comparables à ceux enregistrés au trimestre précédent.

Bénéfice net

Le bénéfice net a augmenté de 6 M\$ au deuxième trimestre de 2012, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le règlement de certaines questions fiscales, qui a eu une incidence positive de 25 M\$ sur le bénéfice net, des résultats favorables au chapitre de la mortalité de 6 M\$ et d'autres ajustements d'impôt nets de 4 M\$ ont fourni un apport positif au bénéfice net de la période. Ces résultats ont été partiellement contrebalancés par un accroissement de 9 M\$ des marges liées au risque de réinvestissement et une hausse de 18 M\$ des autres réserves.

Le bénéfice net a augmenté de 78 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2012, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats de 2011 comprennent des provisions liées aux catastrophes de 75 M\$ relativement aux tremblements de terre survenus au Japon et en Nouvelle-Zélande. Le règlement de certaines questions fiscales, qui a eu une incidence positive de 25 M\$ sur le bénéfice net, des profits au chapitre des nouvelles affaires favorables de 8 M\$, une réduction de 6 M\$ des sinistres en matière d'activités de rentes et d'autres ajustements d'impôt nets de 4 M\$ ont fourni un apport positif au bénéfice net de la période. Ces résultats ont été partiellement contrebalancés par un accroissement de 13 M\$ des marges liées au risque de réinvestissement et une hausse de 22 M\$ des autres réserves.

Au deuxième trimestre de 2012, le bénéfice net a augmenté de 22 M\$ par rapport au trimestre précédent. Le règlement de certaines questions fiscales, qui a eu une incidence positive de 25 M\$ sur le bénéfice net, des résultats favorables de 12 M\$ au chapitre de la mortalité liée aux activités d'assurance-vie et d'autres ajustements d'impôt nets de 4 M\$ ont fourni un apport positif au bénéfice net de la période. Ces résultats ont été partiellement contrebalancés par un accroissement de 10 M\$ des marges liées au risque de réinvestissement et des autres réserves et une baisse de 9 M\$ des profits au chapitre des nouvelles affaires.

EXPLOITATION GÉNÉRALE EUROPÉENNE

Les résultats de l'exploitation générale européenne tiennent compte des charges financières, de l'incidence de certains éléments non récurrents ainsi que des résultats liés aux activités internationales existantes.

La perte nette de l'exploitation générale européenne s'est chiffrée à 4 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2012 essentiellement en raison d'une diminution de 4 M\$ par rapport à la période correspondante de 2011.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, l'exploitation générale européenne a affiché une perte nette de 3 M\$, comparativement à une perte nette de 1 M\$ pour la période correspondante de 2011. La diminution tient essentiellement à un ajustement de la réserve liée aux activités internationales existantes.

L'exploitation générale européenne a enregistré une perte nette de 4 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2012 principalement en raison d'une diminution de 5 M\$ enregistrée pour les activités internationales existantes.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DE L'EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

Le secteur Exploitation générale de Lifeco comprend les résultats opérationnels associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2012, l'exploitation générale de Lifeco a présenté une perte nette de 9 M\$, comparativement à une perte nette de 11 M\$ au deuxième trimestre de 2011. La diminution de 2 M\$ de la perte nette tient essentiellement à la baisse des charges opérationnelles et des autres charges, contrebalancée en partie par la baisse des produits de placement.

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, l'exploitation générale de Lifeco a affiché une perte nette de 16 M\$, comparativement à une perte nette de 15 M\$ pour la période correspondante de 2011. L'augmentation de 1 M\$ de la perte nette tient essentiellement à la baisse des produits de placements, contrebalancée par une diminution des charges opérationnelles et des autres charges.

La perte nette de l'exploitation générale de Lifeco a diminué de 2 M\$ par rapport au trimestre précédent, la hausse des charges opérationnelles et des autres charges ayant été partiellement compensée par la hausse des produits de placement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Renseignements financiers trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	2012		2011				2010	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Total des produits	7 792	\$ 6 496	\$ 8 003	\$ 8 506	\$ 7 134	\$ 6 255	\$ 5 247	\$ 9 116
Détenteurs d'actions ordinaires								
Bénéfice net								
Total	491	451	624	457	526	415	465	267
De base – par action	0,517	0,475	0,657	0,481	0,553	0,438	0,491	0,281
Dilué – par action	0,513	0,472	0,651	0,478	0,550	0,436	0,488	0,281
Bénéfice opérationnel⁽¹⁾								
Total	491	451	500	457	526	415	465	471
De base – par action	0,517	0,475	0,528	0,481	0,553	0,438	0,491	0,497
Dilué – par action	0,513	0,472	0,523	0,478	0,550	0,436	0,488	0,494

(1) Le bénéfice opérationnel est une mesure financière de la performance en matière de bénéfice non définie par les IFRS qui ne tient pas compte de certains éléments que la direction considère comme non récurrents. Se reporter à la section Mesures financières non définies par les IFRS du présent rapport de gestion.

Le bénéfice net consolidé attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco s'est établi à 491 M\$ pour le deuxième trimestre de 2012, comparativement à 526 M\$ il y a un an, ce qui représente 0,517 \$ par action ordinaire (0,513 \$ après dilution) pour le deuxième trimestre de 2012, comparativement à 0,553 \$ par action ordinaire (0,550 \$ après dilution) il y a un an.

Le total des produits pour le deuxième trimestre de 2012 s'est établi à 7 792 M\$ et comprend des primes reçues de 4 524 M\$, des produits de placement nets réguliers de 1 428 M\$, une variation à la hausse de 1 106 M\$ des actifs de placement à la juste valeur par le biais du résultat net et des honoraires et autres produits de 734 M\$. Le total des produits pour le deuxième trimestre de 2011 s'était établi à 7 134 M\$ et comprenait des primes reçues de 4 272 M\$, des produits de placement nets réguliers de 1 416 M\$, une variation à la hausse de 707 M\$ des actifs de placement à la juste valeur par le biais du résultat net et des honoraires et autres produits de 739 M\$.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Par suite des évaluations qu'ils ont effectuées au 30 juin 2012, le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers ont conclu que les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Compagnie sont efficaces et fournissent une assurance raisonnable que l'information se rapportant à la Compagnie devant être présentée dans les rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales est a) consignée, traitée, résumée et présentée dans les délais stipulés par les lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales, et b) réunie et transmise aux membres de la haute direction de la Compagnie, notamment le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers, selon le cas, afin de leur permettre de prendre des décisions en temps opportun concernant la présentation de l'information.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie est conçu pour garantir de manière raisonnable que cette information est fiable et que les états financiers destinés à des parties externes sont dressés conformément aux IFRS. La direction de la Compagnie est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière approprié pour Lifeco. Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites intrinsèques et pourraient devenir inadéquats par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

Au cours de la période close le 30 juin 2012, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie n'a fait l'objet d'aucune modification ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence significative sur celui-ci.

CONVERSION DES DEVISES

Lifeco exerce ses activités dans plusieurs devises par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation. Les quatre principales devises sont le dollar canadien, le dollar américain, la livre sterling et l'euro. Dans le présent rapport, l'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période. Voici les taux employés :

Conversion des devises Périodes closes les	30 juin 2012	31 mars 2012	31 déc. 2011	30 sept. 2011	30 juin 2011	31 mars 2011
Dollar américain						
Bilan	1,02 \$	1,00 \$	1,02 \$	1,04 \$	0,96 \$	0,97 \$
Produits et charges	1,01 \$	1,00 \$	1,02 \$	0,98 \$	0,97 \$	0,99 \$
Livre sterling						
Bilan	1,60 \$	1,60 \$	1,58 \$	1,62 \$	1,55 \$	1,56 \$
Produits et charges	1,60 \$	1,57 \$	1,61 \$	1,58 \$	1,58 \$	1,58 \$
Euro						
Bilan	1,29 \$	1,33 \$	1,32 \$	1,40 \$	1,40 \$	1,38 \$
Produits et charges	1,30 \$	1,31 \$	1,38 \$	1,38 \$	1,39 \$	1,35 \$

DÉPÔTS DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT ET ÉQUIVALENT DES PRIMES SAS (CONTRATS SAS)

Les états financiers d'une compagnie d'assurance-vie ne comprennent pas l'actif, le passif, les dépôts et les retraits visant les fonds communs de placement, ni les règlements de sinistres relatifs aux contrats collectifs de garanties de soins de santé SAS. Cependant, la Compagnie touche des honoraires et autres produits relativement à ces contrats. Les fonds communs de placement et les contrats SAS représentent un secteur important des activités générales de la Compagnie. Par conséquent, ils doivent être pris en compte lorsque les volumes, les tailles et les tendances sont comparés.

Des renseignements supplémentaires sur Lifeco, y compris ses plus récents états financiers consolidés, l'attestation du chef de la direction et du chef des services financiers ainsi que la notice annuelle, sont accessibles sur le site www.sedar.com

COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT *(non audité)*
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Produits					
Primes reçues					
Primes brutes souscrites	5 233 \$	5 198 \$	4 980 \$	10 431 \$	9 921 \$
Primes cédées	(709)	(669)	(708)	(1 378)	(1 354)
Total des primes, montant net	4 524	4 529	4 272	9 053	8 567
Produits de placement nets (note 3)					
Produits de placement nets réguliers	1 428	1 439	1 416	2 867	2 843
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	1 106	(196)	707	910	520
Total des produits de placement nets	2 534	1 243	2 123	3 777	3 363
Honoraires et autres produits	734	724	739	1 458	1 459
	7 792	6 496	7 134	14 288	13 389
Prestations et charges					
Prestations aux titulaires de police					
Contrats d'assurance et d'investissement					
Montant brut	4 311	4 606	4 006	8 917	8 429
Montant cédé	(367)	(387)	(316)	(754)	(649)
	3 944	4 219	3 690	8 163	7 780
Participations des titulaires de police et bonifications	367	364	377	731	730
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	1 668	160	1 231	1 828	1 367
Total des sommes versées ou créditées aux titulaires de police	5 979	4 743	5 298	10 722	9 877
Commissions	415	410	390	825	767
Charges opérationnelles et frais administratifs	637	640	558	1 277	1 203
Taxes sur les primes	72	72	68	144	124
Charges financières (note 7)	72	72	72	144	144
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	28	26	25	54	48
Bénéfice avant impôt	589	533	723	1 122	1 226
Impôt sur le résultat (note 14)	72	57	161	129	230
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	517	476	562	993	996
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(2)	–	12	(2)	7
Bénéfice net	519	476	550	995	989
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées perpétuelles	28	25	24	53	48
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	491 \$	451 \$	526 \$	942 \$	941 \$
Bénéfice par action ordinaire (note 13)					
De base	0,517 \$	0,475 \$	0,553 \$	0,992 \$	0,991 \$
Dilué	0,513 \$	0,472 \$	0,550 \$	0,985 \$	0,986 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL *(non audité)*
(en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos les			Pour les semestres clos les	
	30 juin 2012	31 mars 2012	30 juin 2011	30 juin 2012	30 juin 2011
Bénéfice net	519 \$	476 \$	550 \$	995 \$	989 \$
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)					
Profits (pertes) de change latents à la conversion des établissements à l'étranger (Charge) économie d'impôt sur le résultat	88 –	(61) –	(66) (2)	27 –	(129) –
Profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente (Charge) économie d'impôt sur le résultat	68 (15)	(21) 1	71 (16)	47 (14)	39 (15)
(Profits) pertes réalisés sur les actifs disponibles à la vente Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(51) 13	(36) 10	(26) 6	(87) 23	(68) 19
Profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie (Charge) économie d'impôt sur le résultat	(27) 10	3 (1)	25 (9)	(24) 9	48 (18)
(Profits) pertes réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	1	–	1	1	1
Participations ne donnant pas le contrôle (Charge) économie d'impôt sur le résultat	(28) 7	24 (5)	(16) –	(4) 2	(3) –
Bénéfice global	585 \$	390 \$	518 \$	975 \$	863 \$

BILANS CONSOLIDÉS (non audité)
(en millions de dollars canadiens)

	30 juin 2012	31 décembre 2011
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 739 \$	2 056 \$
Obligations (note 3)	82 120	78 073
Prêts hypothécaires (note 3)	17 200	17 432
Actions (note 3)	6 670	6 704
Immeubles de placement (note 3)	3 298	3 201
Avances consenties aux titulaires de police	7 153	7 162
	118 180	114 628
Fonds détenus par des assureurs cédants	10 121	9 923
Goodwill	5 401	5 401
Immobilisations incorporelles	3 150	3 154
Instruments financiers dérivés	927	968
Biens immobiliers occupés par leur propriétaire	509	491
Immobilisations corporelles	147	137
Actifs au titre des cessions en réassurance (note 6)	1 946	2 061
Autres actifs	4 596	4 283
Actifs d'impôt différé	1 112	1 140
Fonds distincts pour le risque lié aux porteurs de parts (note 5)	99 208	96 582
	245 297 \$	238 768 \$
Total de l'actif		
Passif		
Passifs relatifs aux contrats d'assurance (note 6)	116 985 \$	114 730 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement (note 6)	762	782
Débitures et autres instruments d'emprunt	4 398	4 313
Fonds détenus en vertu de traités de réassurance	167	169
Instruments financiers dérivés	399	316
Autres passifs	4 265	4 287
Passifs d'impôt différé	948	929
Conventions de rachat	1 120	23
Titres de fiducies de capital (note 8)	353	533
Contrats d'assurance et d'investissement au titre des porteurs de parts (note 5)	99 208	96 582
	228 605	222 664
Total du passif		
Capitaux propres		
Participations ne donnant pas le contrôle		
Surplus attribuable aux comptes de participation de filiales	2 227	2 227
Participations ne donnant pas le contrôle dans le capital social	3	3
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Capital social (note 9)		
Actions privilégiées perpétuelles	2 144	1 894
Actions ordinaires	5 829	5 828
Surplus cumulé	6 680	6 327
Cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	(253)	(233)
Surplus d'apport	62	58
	16 692	16 104
Total des capitaux propres		
Total du passif et des capitaux propres	245 297 \$	238 768 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES *(non audité)*
(en millions de dollars canadiens)

30 juin 2012						
Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
Solde au début	7 722 \$	58 \$	6 327 \$	(233) \$	2 230 \$	16 104 \$
Bénéfice net	-	-	995	-	(2)	993
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	-	-	-	(20)	2	(18)
	7 722	58	7 322	(253)	2 230	17 079
Frais d'émission d'actions	-	-	(5)	-	-	(5)
Dividendes aux actionnaires	-	-	-	-	-	-
Détenteurs d'actions privilégiées perpétuelles	-	-	(53)	-	-	(53)
Détenteurs d'actions ordinaires	-	-	(584)	-	-	(584)
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	1	-	-	-	-	1
Émission d'actions privilégiées (note 9)	250	-	-	-	-	250
Paiements fondés sur des actions	-	4	-	-	-	4
Solde à la fin	7 973 \$	62 \$	6 680 \$	(253) \$	2 230 \$	16 692 \$

31 décembre 2011						
Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
Solde au début	7 699 \$	55 \$	5 474 \$	(459) \$	2 047 \$	14 816 \$
Bénéfice net	-	-	2 118	-	121	2 239
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	-	-	-	226	62	288
	7 699	55	7 592	(233)	2 230	17 343
Dividendes aux actionnaires	-	-	-	-	-	-
Détenteurs d'actions privilégiées perpétuelles	-	-	(96)	-	-	(96)
Détenteurs d'actions ordinaires	-	-	(1 169)	-	-	(1 169)
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	26	-	-	-	-	26
Rachat d'actions privilégiées	(3)	-	-	-	-	(3)
Paiements fondés sur des actions	-	3	-	-	-	3
Solde à la fin	7 722 \$	58 \$	6 327 \$	(233) \$	2 230 \$	16 104 \$

30 juin 2011						
Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
Solde au début	7 699 \$	55 \$	5 474 \$	(459) \$	2 047 \$	14 816 \$
Bénéfice net	-	-	989	-	7	996
Autres éléments du bénéfice global (de la perte globale)	-	-	-	(126)	3	(123)
	7 699	55	6 463	(585)	2 057	15 689
Dividendes aux actionnaires	-	-	-	-	-	-
Détenteurs d'actions privilégiées perpétuelles	-	-	(48)	-	-	(48)
Détenteurs d'actions ordinaires	-	-	(583)	-	-	(583)
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	20	-	-	-	-	20
Paiements fondés sur des actions	-	1	-	-	-	1
Solde à la fin	7 719 \$	56 \$	5 832 \$	(585) \$	2 057 \$	15 079 \$

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (non audité)
(en millions de dollars canadiens)

	Pour les semestres clos les 30 juin	
	2012	2011
Activités opérationnelles		
Bénéfice avant impôt	1 122 \$	1 226 \$
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements reçus	(47)	(72)
Ajustements :		
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	1 818	1 533
Variation des fonds détenus par des assureurs cédants	87	257
Variation des fonds détenus en vertu de traités de réassurance	12	28
Variation des coûts d'acquisition différés	17	(8)
Variation des actifs au titre des cessions en réassurance	125	(99)
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(910)	(520)
Autres	(343)	(211)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	<u>1 881</u>	<u>2 134</u>
Activités de financement		
Émission d'actions ordinaires	1	20
Émission d'actions privilégiées	250	-
Augmentation de la marge de crédit d'une filiale	84	70
Augmentation (remboursement) de débetures et d'autres instruments d'emprunt	(3)	4
Rachat de titres de fiducies de capital	(178)	-
Frais d'émission d'actions	(5)	-
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(584)	(583)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(53)	(48)
	<u>(488)</u>	<u>(537)</u>
Activités d'investissement		
Ventes et échéances d'obligations	10 060	10 732
Encaissements sur prêts hypothécaires	1 113	841
Ventes d'actions	1 132	976
Ventes d'immeubles de placement	-	1
Variation des avances consenties aux titulaires de police	8	(70)
Variation des conventions de rachat	1 078	(145)
Placement dans des obligations	(13 109)	(11 236)
Placement dans des prêts hypothécaires	(881)	(1 491)
Placement dans des actions	(1 081)	(1 152)
Placement dans des immeubles de placement	(32)	(165)
	<u>(1 712)</u>	<u>(1 709)</u>
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	2	2
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(317)	(110)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	2 056	1 840
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 739 \$	1 730 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Produits d'intérêts reçus	2 359 \$	2 348 \$
Intérêts versés	144 \$	144 \$
Dividendes reçus	107 \$	94 \$

Notes annexes (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

1. Renseignements généraux

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) est une société inscrite en Bourse (TSX : GWO), constituée en société par actions et domiciliée au Canada. L'adresse du siège social de la Compagnie est la suivante : 100 Osborne Street North, Winnipeg (Manitoba) Canada, R3C 1V3. Lifeco est membre du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power, et cette dernière est la société mère de la Compagnie.

Lifeco est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers et elle exerce des activités dans les secteurs de l'assurance-vie, de l'assurance-maladie, de l'épargne-retraite, de la gestion de placements et de la réassurance, principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie par l'entremise de ses principales filiales en exploitation, soit La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (GWL&A) et Putnam Investments, LLC (Putnam).

La publication des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers) de la Compagnie au et pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2012 a été approuvée par le conseil d'administration en date du 1^{er} août 2012.

2. Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les états financiers de Lifeco au 30 juin 2012 ont été préparés conformément aux exigences de la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (l'IASB), ainsi qu'aux mêmes méthodes comptables et de calcul que celles qui ont été suivies dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. Au cours du semestre clos le 30 juin 2012, la Compagnie n'a adopté aucune méthode comptable ayant eu une incidence majeure sur les états financiers de la Compagnie. Les présents états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus parallèlement aux états financiers consolidés et aux notes annexes compris dans le rapport annuel de la Compagnie daté du 31 décembre 2011.

Estimations et jugements critiques

Pour dresser des états financiers conformes aux Normes internationales d'information financière (les IFRS), la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants présentés de l'actif et du passif et sur les informations fournies à l'égard des actifs et des passifs éventuels à la date de clôture, ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges pendant la période de présentation de l'information financière. L'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, de certains actifs et passifs financiers, du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, de l'impôt sur le résultat, des éventualités ainsi que des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi constitue l'élément le plus important des états financiers de la Compagnie faisant l'objet d'estimations par la direction. La monnaie fonctionnelle utilisée dans les états financiers de la Compagnie est déterminée en fonction de l'environnement économique principal dans lequel elle exerce ses activités.

La direction a fait appel à son jugement en ce qui a trait au classement, dans les états financiers, des contrats d'assurance et d'investissement ainsi que des instruments financiers. En outre, le jugement de la direction était requis en ce qui a trait à la comptabilisation des provisions au titre des produits différés et des coûts d'acquisition différés, à l'évaluation des actifs d'impôt différé, à la transformation en composantes des immobilisations corporelles, à la définition des relations entretenues avec les filiales et les structures d'accueil ainsi qu'à l'identification des unités génératrices de trésorerie et des secteurs opérationnels.

Les résultats de la Compagnie depuis le début de l'exercice tiennent compte des jugements portés par la direction à l'égard de l'incidence de la situation actuelle des marchés du crédit, des actions ainsi que du change à l'échelle mondiale. L'estimation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement repose sur les notations de crédit des placements. La Compagnie a pour habitude d'utiliser les notations de crédit de tiers indépendants lorsqu'elles sont disponibles. Les modifications de notations de crédit peuvent afficher un décalage par rapport aux faits nouveaux dans le contexte actuel. Les ajustements subséquents des notations de crédit auront une incidence sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement.

Méthodes comptables futures

Dans l'avenir, les IFRS présentées dans le tableau ci-dessous pourraient avoir une incidence sur la Compagnie.

Normes entrant en vigueur en 2013

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IAS 19, <i>Avantages du personnel</i>	<p>L'IASB a publié une version modifiée de cette norme en juin 2011, qui élimine l'approche du corridor pour la comptabilisation des écarts actuariels. Ces écarts seraient constatés immédiatement dans les autres éléments du bénéfice global. Par conséquent, les actifs et les passifs nets au titre des régimes de retraite correspondront à la situation de capitalisation intégrale dans les bilans consolidés. En vertu de la version révisée d'IAS 19, le rendement prévu de l'actif des régimes n'est plus appliqué à la juste valeur des actifs pour calculer le coût des prestations. Selon la norme révisée, le même taux d'actualisation doit être appliqué à l'évaluation de l'obligation au titre des prestations ainsi qu'aux actifs du régime lors de la détermination du montant net des charges (produits) d'intérêts. Ce taux d'actualisation est déterminé relativement au rendement des obligations de sociétés de haute qualité sur le marché, à la clôture de la période de présentation de l'information financière. De plus, la norme révisée comprend des modifications portant sur la présentation de l'obligation au titre des prestations définies, de la juste valeur des actifs du régime et des composantes de la charge de retraite dans les états financiers d'une entité.</p> <p>La Compagnie continuera d'utiliser l'approche du corridor jusqu'à ce que la révision de la norme portant sur les avantages du personnel soit en vigueur, c'est-à-dire le 1^{er} janvier 2013. Conformément aux dispositions transitoires d'IAS 19, cette modification relative aux IFRS sera appliquée de façon rétroactive au 1^{er} janvier 2012.</p> <p>Pour obtenir plus de détails sur les régimes d'avantages du personnel de la Compagnie, se reporter à la note 23 des états financiers consolidés du 31 décembre 2011.</p>

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
<p>IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>; IFRS 11, <i>Partenariats</i>; IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i></p>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2013, la Compagnie prévoit adopter IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>, IFRS 11, <i>Partenariats</i>, et IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i>, aux fins de la préparation et de la présentation de ses états financiers consolidés.</p> <p>IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>, utilise des principes de consolidation fondés sur une définition révisée du contrôle. Le contrôle est lié au pouvoir qu'a l'investisseur de diriger les activités de l'entreprise détenue, à sa capacité de tirer des avantages variables de ses avoirs dans l'entreprise détenue et au lien direct qui existe entre le pouvoir de diriger les activités et de recevoir des avantages.</p> <p>IFRS 11, <i>Partenariats</i>, sépare les entités contrôlées conjointement selon qu'il s'agit d'activités conjointes ou de coentreprises. Cette norme élimine l'option pour une entité d'utiliser la consolidation proportionnelle pour comptabiliser ses participations dans des coentreprises, celle-ci devant dorénavant utiliser la méthode de la mise en équivalence à cette fin.</p> <p>IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités</i>, propose de nouvelles exigences en matière d'informations à fournir en ce qui a trait aux participations qu'une entité détient dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées. Cette norme exige la présentation d'informations supplémentaires, notamment sur la manière de déterminer le contrôle et sur les restrictions pouvant exister en ce qui a trait à l'actif et au passif consolidés présentés dans les états financiers.</p> <p>En juin 2012, l'IASB a publié des modifications qui clarifient les dispositions transitoires présentées dans IFRS 10 et offre une dispense transitoire supplémentaire dans IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 qui limite l'obligation de fournir des informations comparatives ajustées portant seulement sur la période précédente. La Compagnie continue d'évaluer l'incidence des normes susmentionnées sur ses procédures de consolidation et sur les informations à fournir en vue de leur entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013, mais elle ne s'attend pas à ce que cette incidence soit importante.</p> <p>L'IASB a publié un exposé-sondage qui propose une dispense de consolidation pour les entités contrôlées par des entités d'investissement. Les membres de l'industrie cherchent à obtenir l'assurance que les fonds distincts présentés dans les états financiers d'un assureur-vie seraient admissibles à cette exception et qu'ils ne seraient pas substantiellement différents de la présentation actuelle en vertu des IFRS.</p>
<p>IFRS 13, <i>Évaluation de la juste valeur</i></p>	<p>La Société adoptera IFRS 13, qui vise à accroître la cohérence et la comparabilité des évaluations à la juste valeur et des informations fournies à leur sujet, à l'aide d'une hiérarchie des justes valeurs. La norme sera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette hiérarchie classe selon trois niveaux les données d'entrée des techniques d'évaluation. La hiérarchie place au plus haut niveau les cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, et au niveau le plus bas les données d'entrée non observables.</p> <p>La norme porte principalement sur les informations à fournir et n'aura donc pas d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.</p>

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2013, la Compagnie adoptera le guide d'application fourni dans la version modifiée d'IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>. La norme modifiée exige que les autres éléments du bénéfice global soient classés par nature et groupés selon qu'ils seront reclassés en bénéfice net au cours d'une période ultérieure (lorsque certaines conditions sont réunies) ou qu'ils ne le seront pas.</p> <p>Cette norme révisée porte seulement sur la présentation et n'aura donc pas d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.</p>
IFRS 7, <i>Instruments financiers : Informations à fournir</i>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2013, la Compagnie adoptera les directives comprises dans les modifications apportées à IFRS 7, <i>Instruments financiers</i>. La norme ainsi modifiée présente de nouvelles informations à fournir relativement aux instruments financiers, notamment au sujet des droits de compensation et des arrangements connexes aux termes de conventions de compensation globale.</p> <p>La norme révisée porte seulement sur les informations à fournir et n'aura donc pas d'incidence sur les résultats financiers de la Compagnie.</p>

Normes qui devraient entrer en vigueur après 2013

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i>	<p>L'IASB a publié un exposé-sondage proposant des modifications à la norme comptable portant sur les contrats d'assurance en juillet 2010. Aux termes de cette proposition, l'assureur serait tenu d'évaluer les passifs d'assurance au moyen d'un modèle axé sur le montant, l'échéance et le degré d'incertitude des flux de trésorerie futurs associés aux contrats d'assurance. Cette proposition diffère grandement du lien entre les actifs et les passifs au titre des polices d'assurance pris en compte aux termes de la méthode du report variable, et elle pourrait entraîner une variation significative des résultats de la Compagnie. L'exposé-sondage propose également des modifications à la présentation et aux informations à fournir dans les états financiers.</p> <p>Depuis la publication de l'exposé-sondage, des membres du secteur de l'assurance ainsi que des organismes de normalisation comptable du monde entier ont recommandé que d'importantes modifications soient apportées à l'exposé-sondage de 2010. À l'heure actuelle, aucune nouvelle norme n'a été publiée ou n'a été présentée en exposé-sondage.</p> <p>Tant qu'une nouvelle IFRS visant l'évaluation des contrats d'assurance ne sera pas publiée, la Compagnie continuera d'évaluer les passifs relatifs aux polices d'assurance selon la méthode du report variable. L'entrée en vigueur d'une norme définitive n'est pas prévue avant plusieurs années. La Compagnie continue de surveiller activement les développements à cet égard.</p>

Norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>	<p>La nouvelle norme exige que tous les actifs financiers soient classés au coût amorti ou à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale et que les catégories « disponible à la vente », « détenu jusqu'à son échéance » et « prêts et créances » soient éliminées.</p> <p>La nouvelle norme exige également :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que les dérivés incorporés soient évalués aux fins du classement avec leur actif financier hôte; • qu'une méthode de dépréciation soit utilisée pour les actifs financiers; • que des modifications soient apportées aux critères liés à l'application de la comptabilité de couverture et à l'évaluation de l'efficacité. <p>L'incidence d'IFRS 9 sur la Compagnie sera évaluée de façon approfondie lorsque les éléments restants du projet de l'IASB qui vise à remplacer IAS 39, <i>Instruments financiers</i>, soit la méthode de dépréciation, la comptabilité de couverture et la compensation des actifs et des passifs, auront été finalisés. La Compagnie continue de surveiller activement les développements à cet égard.</p> <p>Selon l'échéancier actuel, l'adoption d'IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>, est prévue pour l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2015. La Compagnie continue toutefois de suivre l'évolution de cette norme en considérant les changements apportés à IFRS 4.</p>
IAS 17, <i>Contrats de location</i>	<p>L'IASB a publié un exposé-sondage qui propose un nouveau modèle comptable pour les contrats de location, aux termes duquel le preneur et le bailleur auront à constater les actifs et les passifs au bilan à la valeur actualisée des paiements de location découlant de tous les contrats de location. Le nouveau classement serait le modèle reposant sur le droit d'utilisation, qui remplacerait les modèles comptables de contrat de location simple et de contrat de location-financement qui existent actuellement.</p> <p>L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée de façon approfondie une fois que la version finale de la norme sur les contrats de location sera publiée, ce qui est prévu pour le deuxième semestre de 2012.</p>
IAS 18, <i>Produits des activités ordinaires</i>	<p>L'IASB a publié un deuxième exposé-sondage en novembre 2011, qui propose la création d'une norme unique portant sur la comptabilisation des produits afin d'uniformiser la présentation de l'information financière sur les produits provenant de contrats clients et les coûts connexes. Une société serait ainsi tenue de comptabiliser, lors de la prestation de services ou de la vente de biens à un client, un produit correspondant à la contrepartie que la société s'attend à recevoir du client.</p> <p>L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée une fois que la version finale de la norme sur la comptabilisation des produits sera publiée, ce qui est prévu pour 2012 ou 2013.</p>
IAS 32, <i>Instruments financiers : Présentation</i>	<p>À compter du 1^{er} janvier 2014, la Compagnie adoptera les directives comprises dans les modifications apportées à IAS 32, <i>Instruments financiers : Présentation</i>. Cette norme révisée précise les exigences en matière de compensation des actifs et des passifs financiers.</p> <p>La Compagnie évalue actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur la présentation de ses états financiers.</p>

3. Placements de portefeuille

a) La valeur comptable et la juste valeur estimative des placements de portefeuille sont les suivantes :

	30 juin 2012		31 décembre 2011	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Obligations				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	61 581 \$	61 581 \$	59 856 \$	59 856 \$
Classées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	1 857	1 857	1 853	1 853
Disponibles à la vente	8 209	8 209	6 620	6 620
Prêts et créances	10 473	11 828	9 744	10 785
	82 120	83 475	78 073	79 114
Prêts hypothécaires				
Résidentiels	5 880	6 318	5 996	6 424
Non résidentiels	11 320	12 173	11 436	12 238
	17 200	18 491	17 432	18 662
Actions				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	5 462	5 462	5 502	5 502
Disponibles à la vente	864	864	864	864
Autres	344	368	338	406
	6 670	6 694	6 704	6 772
Immeubles de placement				
	3 298	3 298	3 201	3 201
	109 288 \$	111 958 \$	105 410 \$	107 749 \$

(1) Les placements à la juste valeur par le biais du résultat net peuvent être désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au gré de la direction, ou classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net s'ils sont négociés activement dans le but de générer des produits de placement.

b) Les placements de portefeuille incluent ce qui suit :

Valeur comptable des placements ayant subi une dépréciation

	30 juin 2012	31 décembre 2011
Montant, par catégorie de placements		
À la juste valeur par le biais du résultat net	306 \$	290 \$
Disponibles à la vente	26	51
Prêts et créances	9	35
Total	341 \$	376 \$

La provision pour les prêts et créances s'est chiffrée à 32 \$ au 30 juin 2012 et à 36 \$ au 31 décembre 2011.

c) Les produits de placement nets se répartissent comme suit :

Pour le trimestre clos le 30 juin 2012	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	930 \$	223 \$	64 \$	62 \$	123 \$	1 402 \$
Profits (pertes) nets réalisés <i>(disponibles à la vente)</i>	51	-	-	-	-	51
Profits (pertes) nets réalisés <i>(autres classements)</i>	-	9	-	-	-	9
Autres produits et charges	-	-	-	(15)	(19)	(34)
	981	232	64	47	104	1 428
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents <i>(classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net)</i>	26	-	-	-	-	26
Profits (pertes) nets réalisés et latents <i>(désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net)</i>	1 246	-	(236)	32	38	1 080
	1 272	-	(236)	32	38	1 106
Produits de placement nets	2 253 \$	232 \$	(172) \$	79 \$	142 \$	2 534 \$

Pour le trimestre clos le 30 juin 2011	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	933 \$	217 \$	49 \$	64 \$	138 \$	1 401 \$
Profits (pertes) nets réalisés <i>(disponibles à la vente)</i>	25	-	3	-	-	28
Profits (pertes) nets réalisés <i>(autres classements)</i>	5	4	-	-	-	9
Recouvrement de (dotation à la provision pour) pertes sur créances, montant net <i>(prêts et créances)</i>	15	(3)	-	-	-	12
Autres produits et charges	-	-	-	(17)	(17)	(34)
	978	218	52	47	121	1 416
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents <i>(classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net)</i>	19	-	-	-	-	19
Profits (pertes) nets réalisés et latents <i>(désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net)</i>	794	-	(160)	36	18	688
	813	-	(160)	36	18	707
Produits de placement nets	1 791 \$	218 \$	(108) \$	83 \$	139 \$	2 123 \$

Pour le semestre clos le 30 juin 2012	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	1 855 \$	449 \$	120 \$	124 \$	279 \$	2 827 \$
Profits (pertes) nets réalisés <i>(disponibles à la vente)</i>	86	-	1	-	-	87
Profits (pertes) nets réalisés <i>(autres classements)</i>	3	17	-	-	-	20
Autres produits et charges	-	-	-	(30)	(37)	(67)
	1 944	466	121	94	242	2 867
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents <i>(classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net)</i>	19	-	-	-	-	19
Profits (pertes) nets réalisés et latents <i>(désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net)</i>	872	-	7	68	(56)	891
	891	-	7	68	(56)	910
Produits de placement nets	2 835 \$	466 \$	128 \$	162 \$	186 \$	3 777 \$

Pour le semestre clos le 30 juin 2011	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	1 879 \$	432 \$	91 \$	125 \$	285 \$	2 812 \$
Profits (pertes) nets réalisés <i>(disponibles à la vente)</i>	64	-	6	-	-	70
Profits (pertes) nets réalisés <i>(autres classements)</i>	6	9	-	-	-	15
Recouvrement de (dotation à la provision pour) pertes sur créances, montant net <i>(prêts et créances)</i>	16	(3)	-	-	-	13
Autres produits et charges	-	-	-	(33)	(34)	(67)
	1 965	438	97	92	251	2 843
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents <i>(classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net)</i>	3	-	-	-	-	3
Profits (pertes) nets réalisés et latents <i>(désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net)</i>	388	-	116	101	(88)	517
	391	-	116	101	(88)	520
Produits de placement nets	2 356 \$	438 \$	213 \$	193 \$	163 \$	3 363 \$

Les produits de placement gagnés comprennent les produits générés par les placements classés comme étant disponibles à la vente, comme des prêts et créances et classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les produits de placement tirés des obligations et des prêts hypothécaires comprennent les produits d'intérêts ainsi que l'amortissement des primes et de l'escompte. Les produits tirés des actions comprennent les dividendes et les produits tirés de la participation de la Compagnie dans la Société financière IGM Inc. (IGM). Les produits tirés des immeubles de placement comprennent les produits locatifs gagnés à l'égard de ces immeubles, les loyers fonciers gagnés sur les terrains loués et sous-loués, le recouvrement des frais, les produits au titre de la résiliation de baux ainsi que les intérêts et les autres produits de placement réalisés sur les immeubles de placement.

4. Gestion du risque

La Compagnie dispose de politiques pour déterminer, mesurer, surveiller et atténuer les risques liés à ses instruments financiers et en assurer le contrôle. Les principaux risques à cet égard sont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (change, taux d'intérêt et marchés boursiers). Le comité de gestion des risques du conseil d'administration est responsable du suivi des principaux risques auxquels la Compagnie est exposée. L'approche de la Compagnie à l'égard de la gestion du risque n'a pas changé de manière importante par rapport à celle qui est décrite dans le rapport annuel de 2011 de Lifeco. Certains risques sont présentés ci-dessous. Une analyse complète de la structure de gouvernance de la Compagnie et de son approche de gestion à l'égard du risque est présentée à la note intitulée « Gestion du risque lié aux instruments financiers » des états financiers consolidés de la Compagnie datés du 31 décembre 2011.

La Compagnie a également établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures d'évaluation du capital relatives à la mise en œuvre et à la surveillance du plan de capital. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Compagnie subisse une perte financière si certains de ses débiteurs manquent à leur obligation d'effectuer des paiements à leur échéance.

Concentration du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit proviennent de l'exposition à un seul débiteur, à un groupe de débiteurs apparentés ou à un groupe de débiteurs partageant des caractéristiques de risque de crédit similaires, comme un groupe de débiteurs exerçant leurs activités dans la même région ou dans des secteurs similaires. Aucun changement important n'est survenu depuis l'exercice clos le 31 décembre 2011.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Compagnie ne soit pas en mesure de répondre à la totalité de ses engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance. La Compagnie gère ce risque en appliquant les politiques et les procédures suivantes :

- La Compagnie gère étroitement les liquidités d'exploitation au moyen de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif et par l'établissement de prévisions quant aux rendements obtenus et nécessaires. Cette façon de procéder assure une correspondance entre les obligations à l'égard des titulaires de police et le rendement de l'actif.
- La direction surveille de près la solvabilité et les positions de capitaux propres de ses principales filiales et les compare aux besoins de liquidités de la société de portefeuille. La Compagnie peut obtenir des liquidités supplémentaires par l'intermédiaire de marges de crédit établies ou des marchés financiers. La Compagnie a obtenu une marge de crédit de 200 M\$ auprès d'une banque à charte canadienne.

c) Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des facteurs du marché, qui peuvent être classés dans trois catégories : le risque de change, le risque de taux d'intérêt (compte tenu de l'inflation) et le risque lié aux marchés boursiers.

i) Risque de change

Le risque de change réside dans le fait que les activités de la Compagnie et les instruments financiers qu'elle détient sont libellés en diverses devises. En ce qui concerne l'actif couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement qui n'est pas libellé dans la même devise, les fluctuations des taux de change peuvent exposer la Compagnie au risque que les pertes de change ne soient pas contrebalancées par des diminutions du passif. La Compagnie détient des investissements nets dans des établissements à l'étranger. De plus, les dettes de la Compagnie sont principalement libellées en dollars canadiens. En vertu des IFRS, les profits et les pertes de change liés à l'investissement net dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture et de l'incidence fiscale connexes, sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du bénéfice global. Le raffermissement ou l'affaiblissement du taux de change au comptant du dollar canadien par rapport à celui du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro a une incidence sur le total du capital social et du surplus de la Compagnie. Par conséquent, la valeur comptable par action et le ratio des capitaux propres de la Compagnie surveillés par les agences de notation en subissent également l'incidence.

- Un affaiblissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une augmentation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation négligeable du bénéfice net. Un raffermissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une diminution des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation négligeable du bénéfice net.

ii) Risque de taux d'intérêt

Il existe un risque de taux d'intérêt lorsqu'il n'y a pas appariement parfait entre les flux de trésorerie de l'actif et du passif et que les taux d'intérêt fluctuent, ce qui entraîne un écart de valeur entre l'actif et le passif.

Les flux de trésorerie projetés des actifs et des passifs courants sont utilisés dans la méthode du report variable pour l'établissement des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Des hypothèses actuarielles ont été établies relativement aux taux de rendement de l'actif qui les couvre, aux titres à revenu fixe, aux capitaux propres et à l'inflation. Ces hypothèses reposent sur les meilleures estimations des taux de réinvestissement futurs et de l'inflation (en supposant qu'il y ait corrélation), et incluent des marges servant à couvrir les écarts défavorables, déterminées conformément aux normes de la profession. Ces marges sont nécessaires, car elles représentent les possibilités de mauvaise estimation ou de détérioration future des meilleures estimations et donnent une assurance raisonnable que les passifs relatifs aux contrats d'assurance couvrent diverses éventualités. Les marges sont révisées régulièrement afin de vérifier leur pertinence.

Le risque de réinvestissement est évalué au moyen de plusieurs scénarios de taux d'intérêt (qui prévoient tour à tour l'augmentation et la diminution des taux).

Une façon de mesurer le risque de taux d'intérêt associé à ces hypothèses consiste à déterminer l'incidence d'une modification parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ayant une incidence sur le bénéfice attribuable aux actionnaires de la Compagnie. Ces variations de taux d'intérêt auraient une incidence sur les flux de trésorerie projetés.

- L'incidence d'une augmentation parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement correspondrait à une diminution d'environ 242 \$ de ces passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une augmentation d'environ 174 \$ du bénéfice net.
- L'incidence d'une diminution parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement correspondrait à une hausse d'environ 703 \$ de ces passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une diminution d'environ 503 \$ du bénéfice net.

En outre, dans l'éventualité où la courbe de rendement persisterait pour une période prolongée, la portée des scénarios envisagés pourrait varier. L'incidence d'une diminution ou d'une augmentation parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement se prolongeant sur une année serait minime en ce qui a trait aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement.

iii) Risque lié aux marchés boursiers

Le risque lié aux marchés boursiers correspond à l'incertitude liée à l'évaluation des actifs découlant des fluctuations des marchés boursiers. Afin d'atténuer le risque de prix, la politique de placement de la Compagnie prévoit le recours à des investissements prudents dans les marchés boursiers, selon des limites clairement définies. Le risque associé aux garanties liées aux fonds distincts a été atténué au moyen d'un programme de couverture des prestations minimales viagères garanties à la sortie, lequel prévoit l'utilisation de contrats à terme standardisés sur actions, de contrats à terme de gré à gré sur devises et d'instruments dérivés sur taux. En ce qui a trait aux polices liées aux garanties relatives aux fonds distincts, la Compagnie calcule généralement les passifs relatifs aux contrats d'assurance selon un niveau d'espérance conditionnelle unilatérale 75 (ECU 75).

Certains passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sont soutenus par des immeubles de placement, des actions ordinaires et des titres de capitaux propres non cotés en Bourse, notamment des produits de fonds distincts et des produits aux flux de trésorerie à durée indéterminée. Ces passifs fluctuent généralement en fonction des valeurs des marchés boursiers. Leur montant pourrait donc varier en conséquence. Une remontée de 10 % des marchés boursiers donnerait lieu à une diminution supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 25 \$, entraînant à son tour une augmentation du bénéfice net d'environ 20 \$. Un recul de 10 % des marchés boursiers entraînerait une augmentation supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 108 \$, entraînant à son tour une diminution du bénéfice net d'environ 81 \$.

Les hypothèses les plus probables liées au rendement des actions se fondent principalement sur les moyennes historiques à long terme. Des changements sur le marché actuel pourraient donner lieu à des modifications de ces hypothèses et auraient une incidence sur les flux de trésorerie de l'actif et du passif. L'incidence d'une augmentation de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une diminution d'environ 425 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, ce qui à son tour donnerait lieu à une augmentation du bénéfice net d'environ 322 \$. L'incidence d'une diminution de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une augmentation d'environ 470 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, ce qui à son tour donnerait lieu à une diminution du bénéfice net d'environ 354 \$.

Mise en garde au sujet des sensibilités au risque

Le présent document contient des estimations de sensibilité et de mesures d'exposition relatives à certains risques, y compris la sensibilité à des fluctuations précises des taux d'intérêt projetés et des cours de marché à la date d'évaluation. Les résultats réels peuvent être sensiblement différents de ces estimations, notamment en raison :

- de l'évaluation des circonstances donnant lieu au scénario qui pourrait entraîner des changements aux approches d'investissement et de réinvestissement et aux scénarios de taux d'intérêt pris en compte;
- des changements apportés aux hypothèses actuarielles et aux hypothèses sur le rendement des investissements et les activités d'investissement futures;
- des résultats réels, qui pourraient être sensiblement différents des résultats prévus aux hypothèses;
- des changements apportés à la répartition des activités, aux taux d'imposition effectifs et à d'autres facteurs liés au marché;
- des interactions entre ces facteurs et les hypothèses lorsque plusieurs viennent à changer;
- des limites générales de nos modèles internes.

Pour ces raisons, les sensibilités énoncées devraient être considérées uniquement comme des estimations indicatives quant à la sensibilité sous-jacente de chacun des facteurs en fonction des hypothèses émises ci-dessus. Étant donné la nature de ces calculs, la Compagnie ne peut en aucun cas garantir que l'incidence réelle sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires correspondra à celle qui est indiquée.

5. Fonds distincts pour le risque lié aux porteurs de parts

a) Actif net consolidé des fonds distincts

	30 juin 2012	31 décembre 2011
Obligations	22 861 \$	21 594 \$
Prêts hypothécaires	2 321	2 303
Actions	64 867	63 885
Immeubles de placement	5 720	5 457
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 301	5 334
Produits à recevoir	282	287
Autres passifs	(2 144)	(2 278)
	99 208 \$	96 582 \$

b) Évolution de l'actif net consolidé des fonds distincts

	Pour les semestres clos les 30 juin	
	2012	2011
Actif net des fonds distincts au début	96 582 \$	94 827 \$
Ajouter (déduire) :		
Dépôts des titulaires de police	6 360	6 461
Produits de placement nets	351	141
Profits (pertes) en capital réalisés sur les placements	511	702
Profits (pertes) en capital latents sur les placements	1 254	465
Profits (pertes) latents attribuables aux fluctuations des taux de change	110	(331)
Retraits des titulaires de police	(5 958)	(5 495)
Virement du (au) fonds général, montant net	(2)	6
	2 626	1 949
Actif net des fonds distincts à la fin	99 208 \$	96 776 \$

6. Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement

	30 juin 2012		
	Montant brut	Montant cédé	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	116 985 \$	1 946 \$	115 039 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	762	–	762
	117 747 \$	1 946 \$	115 801 \$
	31 décembre 2011		
	Montant brut	Montant cédé	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	114 730 \$	2 061 \$	112 669 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	782	–	782
	115 512 \$	2 061 \$	113 451 \$

7. Charges financières

Les charges financières s'établissent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Charges opérationnelles :				
Intérêts sur les marges de crédit à l'exploitation et les instruments d'emprunt à court terme	1 \$	1 \$	2 \$	2 \$
Charges financières :				
Intérêts sur les débetures à long terme et les autres instruments d'emprunt	58	58	116	116
Frais d'émission de débetures subordonnées	1	1	1	1
Intérêts sur les titres de fiducies de capital, montant net	8	8	16	16
Autres	4	4	9	9
	71	71	142	142
	72 \$	72 \$	144 \$	144 \$

8. Titres de fiducies de capital

Le 29 juin 2012, la Fiducie de capital Canada-Vie, fiducie constituée par la Canada-Vie, a racheté, à la valeur nominale, la totalité de ses titres de série A en circulation (CLiCS), d'un montant en capital de 300 \$. Auparavant, Lifeco détenait un montant de 122 \$ de ces CLiCS à titre de placements à long terme.

9. Capital social

a) Actions privilégiées

Le 22 février 2012, la Compagnie a émis 10 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,40 %, série P, au prix de 25,00 \$ par action. Les actions sont rachetables au gré de la Compagnie à compter du 31 mars 2017 au prix de 25,00 \$ par action, montant majoré d'une prime si les actions sont rachetées avant le 31 mars 2021, plus, dans chaque cas, tous les dividendes déclarés et impayés jusqu'à la date prévue du rachat, exclusivement. Des coûts de transaction d'un montant de 7 \$ (5 \$ après impôt) relativement à l'émission des actions privilégiées ont été imputés au surplus.

Événement postérieur

Le 6 juillet 2012, la Compagnie a émis 8 000 000 d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,15 %, série Q, au prix de 25,00 \$ par action. Les actions sont rachetables au gré de la Compagnie à compter du 30 septembre 2017 au prix de 25,00 \$ par action, montant majoré d'une prime si les actions sont rachetées avant le 30 septembre 2021, plus, dans chaque cas, les dividendes déclarés et impayés jusqu'à la date prévue du rachat, exclusivement. Les coûts de transaction d'un montant de 6 \$ (4 \$ après impôt) engagés relativement à l'émission des actions privilégiées seront imputés au surplus.

b) Actions ordinaires

Émises et en circulation

	30 juin 2012		31 décembre 2011	
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
Actions ordinaires :				
Solde au début	949 764 141	5 828 \$	948 458 395	5 802 \$
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions (exercées)	56 299	1	1 305 746	26
Solde à la fin	949 820 440	5 829 \$	949 764 141	5 828 \$

10. Gestion du capital

Au niveau de la société de portefeuille, la Compagnie surveille le montant du capital consolidé disponible et les montants attribués dans ses diverses filiales en exploitation. Le montant du capital attribué dans une société ou dans un pays en particulier dépend des exigences réglementaires locales ainsi que de l'évaluation interne des exigences en capital de la Compagnie dans le contexte de ses risques opérationnels, de ses exigences d'exploitation et de ses plans stratégiques.

Puisque les fonds ne sont pas toujours disponibles au même moment que les engagements, des déséquilibres peuvent survenir lorsque les fonds requis excèdent les fonds disponibles. De plus, des fonds peuvent être requis pour que la Compagnie puisse tirer profit des occasions de placement actuelles. Ces fonds peuvent être obtenus, par exemple, au moyen d'un financement bancaire ou d'une émission de débetures et de titres de capitaux propres.

La Compagnie a pour politique de maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences en capital réglementaires minimales appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités.

La structure du capital de la Compagnie et de ses filiales en exploitation tiendra également compte des opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des cotes de santé financière et d'autres cotes à la Compagnie.

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le BSIF) a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales. Il s'agit du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MPRCE).

La ligne directrice sur le MPRCE du BSIF définit le capital aux fins de la réglementation canadienne à l'égard de la communication d'information. Le tableau qui suit présente le ratio du MPRCE et l'information connexe à l'égard de la Great-West :

	30 juin 2012	31 décembre 2011
Capital disponible :		
Capital de première catégorie ajusté, montant net	8 159 \$	7 918 \$
Capital de deuxième catégorie, montant net	1 658	1 698
Total du capital disponible	9 817 \$	9 616 \$
Capital requis :		
Total du capital requis	4 793 \$	4 709 \$
Ratio du MPRCE :		
Capital de première catégorie	170 %	168 %
Total	205 %	204 %

L'adoption des IFRS au 1^{er} janvier 2011 a donné lieu à une diminution de 636 \$ du total du capital disponible sur une base graduelle. Cette incidence se fera progressivement sur huit trimestres à compter du 31 mars 2011, conformément aux lignes directrices du BSIF sur la transition aux IFRS.

Au 31 décembre 2011, la Compagnie maintenait sa capitalisation à un niveau conforme aux exigences réglementaires minimales locales dans chacun des territoires d'activité de ses établissements à l'étranger.

11. Paiements fondés sur des actions

Aucune option n'a été attribuée dans le cadre du régime d'options sur actions de la Compagnie au cours du deuxième trimestre de 2012, et 2 138 100 options ont été attribuées au cours du premier trimestre de 2012 (1 638 700 options attribuées pour le semestre clos le 30 juin 2011). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du semestre clos le 30 juin 2012 était de 3,17 \$ par option (4,41 \$ pour le semestre clos le 30 juin 2011). Une charge de rémunération liée au régime d'options sur actions de la Compagnie de 4 \$ après impôt a été comptabilisée dans les comptes consolidés de résultat pour le semestre clos le 30 juin 2012 (3 \$ après impôt pour le semestre clos le 30 juin 2011).

12. Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le coût total des prestations inclus dans les charges opérationnelles se présente comme suit :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Prestations de retraite	27 \$	27 \$	56 \$	46 \$
Autres avantages postérieurs à l'emploi	4	4	9	9
	31 \$	31 \$	65 \$	55 \$

13. Bénéfice par action ordinaire

Le tableau qui suit permet de rapprocher le bénéfice de base par action ordinaire et le bénéfice dilué par action ordinaire :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice				
Bénéfice net	519 \$	550 \$	995 \$	989 \$
Dividendes – détenteurs d’actions privilégiées perpétuelles	(28)	(24)	(53)	(48)
Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires	491	526	942	941
Titres de fiducies de capital	2	2	5	5
Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires – dilué	493 \$	528 \$	947 \$	946 \$
Nombre d’actions ordinaires				
Nombre moyen d’actions ordinaires en circulation	949 816 266	949 293 303	949 798 639	949 029 017
Ajouter :				
– Parts de fiducies de capital	11 646 896	9 735 128	11 646 896	9 735 128
– Exercice potentiel d’options sur actions en cours	272 168	818 400	284 305	786 499
Nombre moyen d’actions ordinaires en circulation – dilué	961 735 330	959 846 831	961 729 840	959 550 644
Bénéfice de base par action ordinaire	0,517 \$	0,553 \$	0,992 \$	0,991 \$
Bénéfice dilué par action ordinaire	0,513 \$	0,550 \$	0,985 \$	0,986 \$
Dividendes par action ordinaire	0,3075 \$	0,3075 \$	0,6150 \$	0,6150 \$

14. Impôt sur le résultat

a) Charge d'impôt

La charge d'impôt se compose de ce qui suit :

	Pour les trimestres clos les 30 juin		Pour les semestres clos les 30 juin	
	2012	2011	2012	2011
Impôt exigible	(16) \$	139 \$	70 \$	272 \$
Impôt différé	88	22	59	(42)
	72 \$	161 \$	129 \$	230 \$

b) Taux d'imposition effectif

Pour le semestre clos le 30 juin 2012, le taux d'imposition effectif global de Lifeco était de 11 %, comparativement à 17 % pour l'ensemble de l'exercice 2011 et à 19 % pour le semestre clos le 30 juin 2011. Le taux d'imposition effectif pour l'ensemble de l'exercice 2011 tient compte des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers. L'incidence des réductions des taux d'imposition prévus par la loi, essentiellement pour l'exploitation européenne, et l'incidence de l'ajustement lié à l'impôt différé en ce qui concerne les passifs relatifs aux contrats d'assurance ont également réduit le taux d'imposition effectif.

Le taux d'imposition effectif global pour le semestre clos le 30 juin 2012 tient compte des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers. L'incidence des réductions des taux d'imposition prévus par la loi pour l'exploitation européenne et l'incidence de la variation des taux d'imposition sur l'ajustement lié à l'impôt différé en ce qui concerne les passifs relatifs aux contrats d'assurance contribuent également à la baisse du taux d'imposition effectif. Ces réductions du taux d'imposition effectif sont partiellement contrebalancées par les augmentations des taux d'imposition futurs appliqués aux différences temporelles dans le secteur de l'exploitation canadienne de la Compagnie.

De plus, plusieurs des filiales de la Compagnie ont conclu une entente de vérification avec l'Agence du revenu du Canada (l'ARC). L'entente règle plusieurs questions en suspens, dont la fixation des prix de transfert ainsi que d'autres questions liées à la fiscalité internationale pour les exercices d'imposition 2004 à 2011. Dans le cadre de l'entente de vérification, la Compagnie a accepté d'effectuer un paiement en espèces de 103 \$. La Compagnie détenait des provisions au titre des positions fiscales incertaines pour ces éléments qui, après reprise, ont donné lieu à une incidence positive de 47 \$ sur le bénéfice pour le deuxième trimestre de 2012, soit 22 \$ pour l'exploitation canadienne et 25 \$ pour l'exploitation européenne. Le taux d'imposition effectif de la Compagnie pour le semestre clos le 30 juin 2012 a été réduit de 4 % aux termes des dispositions de l'entente de vérification.

c) Actif d'impôt différé

Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où la réalisation des avantages d'impôt connexes par le truchement des bénéfices imposables futurs est plus probable qu'improbable.

La comptabilisation se fonde sur le fait qu'il est plus probable qu'improbable que l'entité enregistrera des bénéfices imposables suffisants ou qu'elle pourra tirer parti d'occasions de planification fiscale qui se sont manifestées afin de pouvoir utiliser les actifs d'impôt différé. Des changements de circonstances au cours de périodes futures pourraient avoir des répercussions défavorables sur l'appréciation du caractère recouvrable des actifs. L'incertitude quant à la recouvrabilité est prise en compte au moment de déterminer les actifs d'impôt différé.

L'actif d'impôt différé comporte des soldes qui sont tributaires des bénéfices imposables futurs. Or, des entités pertinentes ont subi des pertes soit durant l'exercice en cours soit à l'exercice précédent. Le total de l'actif d'impôt différé pour les entités visées les plus importantes était de 1 127 \$ au 30 juin 2012 (1 110 \$ au 31 décembre 2011).

15. Provisions liées à des poursuites judiciaires et passifs éventuels (faits nouveaux depuis le rapport annuel daté du 31 décembre 2011)

Le 24 mai 2012, la Cour suprême du Canada a rejeté la demande d'autorisation d'appel du demandeur de la décision du 3 novembre 2011 rendue par la Cour d'appel de l'Ontario et portant sur l'utilisation des comptes de participation de la London Life et de la Great-West, des filiales de Lifeco, pour le financement de l'acquisition du Groupe d'assurances London Inc., en 1997. En vertu de la décision de la Cour d'appel, les parties doivent revoir le juge de première instance afin de régler les questions toujours en suspens.

16. Information sectorielle

Bénéfice net consolidé

Pour le trimestre clos le 30 juin 2012

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	2 351 \$	706 \$	1 467 \$	– \$	4 524 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	621	327	477	3	1 428
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	412	177	517	–	1 106
Total des produits de placement nets	1 033	504	994	3	2 534
Honoraires et autres produits	270	306	158	–	734
Total des produits	3 654	1 516	2 619	3	7 792
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de police	2 681	1 025	2 273	–	5 979
Autres	636	333	149	6	1 124
Charges financières	34	34	4	–	72
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	11	14	3	–	28
Bénéfice avant impôt	292	110	190	(3)	589
Impôt sur le résultat	43	22	7	–	72
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	249	88	183	(3)	517
Participations ne donnant pas le contrôle	(4)	(2)	4	–	(2)
Bénéfice net	253	90	179	(3)	519
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées perpétuelles	19	–	5	4	28
Bénéfice net avant la répartition du capital	234	90	174	(7)	491
Incidence de la répartition du capital	20	(4)	(14)	(2)	–
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	254 \$	86 \$	160 \$	(9) \$	491 \$

Pour le trimestre clos le 30 juin 2011

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	2 353 \$	602 \$	1 317 \$	– \$	4 272 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	618	328	466	4	1 416
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	315	126	266	–	707
Total des produits de placement nets	933	454	732	4	2 123
Honoraires et autres produits	277	318	144	–	739
Total des produits	3 563	1 374	2 193	4	7 134
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de police	2 585	890	1 823	–	5 298
Autres	598	251	156	11	1 016
Charges financières	34	34	4	–	72
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	11	12	2	–	25
Bénéfice avant impôt	335	187	208	(7)	723
Impôt sur le résultat	69	55	37	–	161
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	266	132	171	(7)	562
Participations ne donnant pas le contrôle	6	2	4	–	12
Bénéfice net	260	130	167	(7)	550
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées perpétuelles	18	–	6	–	24
Bénéfice net avant la répartition du capital	242	130	161	(7)	526
Incidence de la répartition du capital	20	(2)	(14)	(4)	–
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	262 \$	128 \$	147 \$	(11) \$	526 \$

Pour le semestre clos le 30 juin 2012

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	4 716 \$	1 527 \$	2 810 \$	– \$	9 053 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	1 275	651	940	1	2 867
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	262	198	450	–	910
Total des produits de placement nets	1 537	849	1 390	1	3 777
Honoraires et autres produits	547	608	303	–	1 458
Total des produits	6 800	2 984	4 503	1	14 288
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de police	4 866	2 028	3 828	–	10 722
Autres	1 283	663	290	10	2 246
Charges financières	68	67	9	–	144
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	22	27	5	–	54
Bénéfice avant impôt	561	199	371	(9)	1 122
Impôt sur le résultat	77	31	23	(2)	129
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	484	168	348	(7)	993
Participations ne donnant pas le contrôle	(10)	–	8	–	(2)
Bénéfice net	494	168	340	(7)	995
Dividendes – détenteurs d’actions privilegiées perpétuelles	37	–	11	5	53
Bénéfice net avant la répartition du capital	457	168	329	(12)	942
Incidence de la répartition du capital	39	(7)	(28)	(4)	–
Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires	496 \$	161 \$	301 \$	(16) \$	942 \$

Pour le semestre clos le 30 juin 2011

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	4 632 \$	1 354 \$	2 581 \$	– \$	8 567 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	1 234	656	947	6	2 843
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	251	157	112	–	520
Total des produits de placement nets	1 485	813	1 059	6	3 363
Honoraires et autres produits	553	632	274	–	1 459
Total des produits	6 670	2 799	3 914	6	13 389
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de police	4 766	1 840	3 271	–	9 877
Autres	1 213	586	281	14	2 094
Charges financières	68	67	9	–	144
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	21	23	4	–	48
Bénéfice avant impôt	602	283	349	(8)	1 226
Impôt sur le résultat	91	64	75	–	230
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	511	219	274	(8)	996
Participations ne donnant pas le contrôle	6	–	1	–	7
Bénéfice net	505	219	273	(8)	989
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées perpétuelles	37	–	11	–	48
Bénéfice net avant la répartition du capital	468	219	262	(8)	941
Incidence de la répartition du capital	39	(3)	(29)	(7)	–
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	507 \$	216 \$	233 \$	(15) \$	941 \$

GREAT-WEST LIFECO^{INC.}

MEMBRE DU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE LA CORPORATION FINANCIÈRE POWER^{MC}

Dans le but de réduire notre empreinte environnementale, le présent rapport a été imprimé sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council^{MD} et qui contient 30 % de fibres recyclées après consommation. Lorsque vous aurez terminé la lecture du présent rapport, veuillez le mettre au recyclage. Vous pouvez également télécharger sa version électronique en vous rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com.